

Iftar

Oran 18h58
Alger 18h42
Constantine 18h29

Imsak

Oran 06h05
Alger 05h47
Constantine 05h34

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

CONSEIL DES MINISTRES

Agriculture : des instructions pour en finir avec la bureaucratie

Lire l'article de R. N. page 3



Air Algérie renforce ses dessertes vers la Grande- Bretagne P. 4



CODE DE LA ROUTE Une série d'ajustements proposés

Lire l'article de M. Aziza page 4

5EME RÉGION MILITAIRE

Près de 50 kilos de cocaïne saisis

P. 4



VIA UNE PLATEFORME
NUMÉRIQUE

Recensement des diplômés des écoles paramédicales privées sans emploi

P. 3

CRÉATION DE L'UGTA ET
NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

Le message du président de la République

P. 2



DIRECTION RÉGIONALE DE
LA ZONE INDUSTRIELLE D'ARZEW

Le Premier ministre inaugure le nouveau siège

P. 2

Création de l'UGTA et nationalisation des hydrocarbures

Le message du président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message à l'occasion de la célébration du 70e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du 55e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, lu par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, qui a présidé mardi à Oran la cérémonie de célébration de ce double anniversaire et dont voici la traduction APS:

«Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux,
Prière et paix sur le plus noble des Messagers,
Mesdames, Messieurs,

Le vingt-quatre (24) février, nous observons, comme chaque année, une halte pour nous remémorer le double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (1956) et de la nationalisation des hydrocarbures (1971).

Nous célébrons, en cette occasion, une des journées mémorables de l'histoire de la glorieuse Révolution de libération, lorsque les travailleuses et travailleurs algériens proclamèrent leur adhésion à la lutte armée, exprimant à cette époque l'élan d'un peuple tout entier embrassant sa Révolution grandiose. Parmi eux, les compagnons du martyr emblématique Aissat Idir, la génération des ouvriers et syndicalistes fondateurs d'une des forteresses et écoles de l'engagement national, dont l'exemple se transmet de génération en génération dans la défense de l'Algérie, comme l'ont démontré les positions de l'organisation syndicale dans les moments les plus critiques.

Le tribut payé par l'UGTA, à travers ses cadres et dirigeants martyrs du devoir national, à leur tête le martyr Abdelhak Benhamouda, n'est-il pas la signification la plus éloquente du patriotisme, illustrant les images les plus sincères du sacrifice, et l'expression la plus fidèle de la loyauté envers les pionniers fondateurs et envers les principes et les valeurs du Message de Novembre.

En cette occasion, nous nous remémorons également une décision souveraine historique et déterminante. Les Algériennes et les Algériens se souviendront toujours, avec fierté, du défi relevé par les ingénieurs, techniciens et agents, avec les moyens dont ils disposaient, afin d'assurer la continuité de la production dans le secteur de l'énergie, après l'annonce, le 24 février 1971, du recouvrement de notre souveraineté sur nos richesses nationales.

Ce sont eux qui ont été un exemple pour les générations suivantes de compétences, de cadres, de travailleuses et de travailleurs du secteur de l'énergie. Ils continuent, avec brio, d'assumer les missions de contrôle des différents maillons de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière, de la recherche et de l'exploration à la production, au transport et à la commercialisation. Grâce à leurs efforts, nous avons pu doubler la production commerciale d'énergie.

Aujourd'hui, nous sommes le sep-

tième exportateur mondial de gaz et le troisième fournisseur du marché européen, de même que nous détenons la troisième plus grande réserve pétrolière en Afrique.

Je suis convaincu que les perspectives sont prometteuses, grâce à nos travailleuses et à nos travailleurs, ainsi qu'à leur qualification, leur compétence et leur expérience, pour mettre en œuvre la stratégie de renouvellement de nos réserves pétrolières et gazières et développer les projets de l'industrie de transformation.

Tout en saluant leurs efforts et leur mobilisation, dans le même esprit que celui dont ont fait preuve leurs prédécesseurs, en cette étape où nous œuvrons à consacrer la valeur de l'effort et du travail comme moteur des processus de développement durable du pays et à encourager les compétences, notamment parmi nos jeunes, à poursuivre l'excellence technique et la maîtrise des technologies, je tiens à exprimer ma profonde considération à l'ensemble des femmes et des hommes qui se dévouent à la concrétisation des grands projets.

Les réalisations mises en service au cours des dernières années, celles en cours d'achèvement et celles inscrites au programme des projets dont le lancement est imminent ne sont que la preuve de leur confiance dans la trajectoire qu'emprunte l'Algérie. Tout cela n'est que la concrétisation de politiques économiques et sociales dont les fruits et les jalons apparaissent chaque jour davantage à travers les différentes régions du pays.

C'est également une source de satisfaction lorsque nous percevons, tous ensemble, au plus profond de notre chère patrie et au sein du peuple algérien digne, les sentiments de bienvenue et de réjouissance manifestés avec éclat à l'occasion de l'inauguration de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest, qui se veut, aux côtés d'autres projets structurants à dimensions locale et nationale, l'affirmation que les politiques nationales actuelles reposent sur le critère de l'efficacité et du réalisme, ainsi que sur la justesse d'une décision politique souveraine.

C'est là une orientation qui exprime la doctrine de l'Algérie nouvelle et victorieuse, une doctrine étroite-ment liée à la référence de Novembre et au legs de la glorieuse Révolution de libération, une doctrine pragmatique, à tous égards, dans l'établissement de passerelles de coopération et de partenariat avec tous, dans tous les continents, sur la base des intérêts et des avantages mutuels.

Je renouvelle mes salutations à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs à l'occasion de l'anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens, ainsi qu'à l'ensemble des dirigeants, cadres, travailleuses et travailleurs du secteur des hydrocarbures, qui suivent la voie tracée par leurs prédécesseurs au lendemain de l'annonce de la décision de la nationalisation des hydrocarbures, et puisent dans le défi qu'ils ont relevé à l'époque, la force et la détermination pour développer le secteur et accroître ses capacités.

Vive l'Algérie, Gloire et éternité à nos valeureux martyrs».

Direction régionale de la zone industrielle d'Arzew

Le Premier ministre inaugure le nouveau siège

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a inauguré, mardi à Oran, le nouveau siège de la direction régionale de la zone industrielle d'Arzew (Oran), relevant de l'activité de liquéfaction et de séparation du gaz du groupe Sonatrach, dans le cadre de la commémoration du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et la nationalisation des hydrocarbures, célébrées le 24 février de chaque année.

Le Premier ministre et la délégation qui l'accompagnait ont suivi à une présentation sur les étapes de réalisation et les installations de ce projet situé dans la même zone industrielle, qui s'étend sur un terrain de 29.000 mètres carrés, dont 8.400 mètres carrés de surface construite. Le bâtiment compte 2 étages avec une capacité d'accueil de 260 travailleurs, 160 bureaux, 14 salles de réunion et une salle de conférence de 150 places, selon la fiche technique du projet.

Cette installation a été construite sur une structure métallique avec

un design inspiré de l'environnement industriel du secteur de l'énergie, sous la forme de réservoirs pétroliers, intégrant des technologies modernes permettant une éventuelle extension future selon les besoins. Elle est considérée comme un bâtiment intelligent, équipé d'un système de gestion technique centralisée, de capteurs et de technologies avancées.

Elle répond aux dernières normes de qualité environnementale mondiale, puisqu'elle est équipée de 320 panneaux solaires photovoltaïques pour la production d'énergie, permettant une réduction de la consommation d'énergie allant jusqu'à 20 %. Elle comprend également une station de traitement des eaux usées, garantissant l'irrigation durable de 4.500 mètres carrés d'espaces verts, selon la même source.

Ce projet a été réalisé dans le cadre d'un contrat d'étude, de fourniture et de réalisation signé avec l'Entreprise nationale d'ingénierie civile et de bâtiment, où la durée totale

de réalisation, y compris les phases d'étude et de fourniture, a été de 27 mois. Le choix de ce contractant a été fait dans le but de renforcer l'outil national, en s'appuyant sur l'expertise technique locale.

D'autre part, le Premier ministre a également inauguré l'amphithéâtre du complexe pétrochimique CP1Z d'Arzew (activité de raffinage et pétrochimie de Sonatrach), avant de suivre une présentation vidéo sur l'activité de la zone industrielle d'Arzew.

Le Premier ministre était accompagné, lors de cette visite, du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, du ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, du ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, ainsi que du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, Nouredine Daoudi, Président-Directeur Général du Groupe Sonatrach, en plus du secrétaire général de l'UGTA, M. Amar Takdjout.

ANALYSE

Mustapha AGGOUN

La régulation du marché national algérien avant aujourd'hui, avec méthode, portée par une volonté affirmée de moderniser les instruments, de protéger le pouvoir d'achat et de donner un contenu concret à la souveraineté économique. Les textes évoluent, les outils numériques se déploient, les institutions se renforcent. Sur le papier, l'architecture se précise. Pourtant, entre l'intention publique et la réalité quotidienne du consommateur, un espace demeure incertain : celui de la distribution.

C'est là, dans cet entre-deux discret qui sépare l'usine et le champ de l'étal, que se joue une part décisive de la régulation. On peut soutenir la production nationale, encadrer les importations, surveiller les stocks stratégiques ; si la circulation des marchandises se déforme en chemin, l'effort initial perd de sa portée. La distribution n'est pas un simple relais logistique. Elle est le lieu où le prix se transforme, où la rareté peut être amplifiée, où la disponibilité devient tangible ou illusoire.

Le marché algérien porte encore les traces d'une structuration inachevée : multiplicité d'intermédiaires, commerce de détail fragmenté, présence persistante de circuits informels. Cette configuration n'est ni exceptionnelle ni insurmontable, mais elle rend la traçabilité plus complexe et dilue les responsabilités. À chaque étape, une marge s'ajoute. Parfois elle correspond à un coût réel ; parfois elle prospère dans les zones grises du système. Le problème n'est pas l'existence d'une marge, il est dans l'opacité de sa justification.

La question des prix révèle cette tension. Les écarts observés entre la sortie d'usine et le détail ne s'expliquent pas toujours avec clarté. Le transport, le stockage, la manutention ont un coût, surtout dans un pays aux dimensions continentales. Mais lorsque ces écarts deviennent systématiques et difficilement lisibles, le doute s'installe. Or la régulation ne peut durablement reposer sur la suspicion ; elle a besoin de visibilité, de données, d'une lecture partagée des mécanismes de formation des prix.

La contrainte géographique ajoute une autre couche de complexité. Approvisionner les wilayas du Sud ne relève pas d'une simple équation comptable. Les distances, l'état des infrastructures, la densité commerciale influencent les flux et ren-

chérissent les opérations. Les dispositifs de soutien atténuent ces effets sans les effacer totalement. Ce qui est en jeu dépasse alors le seul équilibre économique : il touche à l'équité territoriale, à la perception d'un accès égal aux biens essentiels.

L'informel, lui, agit comme une force parallèle. Il répond parfois à des besoins immédiats, il comble des vides, mais il échappe aux règles communes et introduit une concurrence asymétrique. Tant qu'il demeure massif, toute politique de régulation reste partielle. Non par manque de volonté, mais parce qu'une partie du marché évolue hors du champ normé. La question n'est pas de le condamner abstraitement ; elle est de créer les conditions de son intégration progressive, sans brutalité, mais sans renoncement.

L'État a renforcé les contrôles, investi dans des laboratoires, multiplié les inspections. C'est nécessaire. Pourtant, le contrôle a posteriori corrige plus qu'il ne prévient. Le véritable tournant se situe dans la capacité d'anticipation : suivre les flux en temps réel, détecter les anomalies avant qu'elles ne produisent des pénuries ou des hausses soudaines, intervenir avec discernement. La numérisation ouvre cette possibilité, à condition qu'elle ne soit pas un simple affichage technologique, mais un outil partagé par l'ensemble des acteurs.

Au fond, la distribution concentre une vérité simple et exigeante : la politique économique se mesure dans le panier du consommateur. C'est là que les discours se traduisent en réalité concrète. Si le produit est présent et le prix cohérent, la régulation gagne en crédibilité. S'il manque ou devient inaccessible, la défiance s'installe, même si les indicateurs globaux restent favorables.

La transformation du marché national ne se décrète pas en un cycle budgétaire. Elle suppose une cohérence patiente entre production, logistique et distribution, une clarification des marges, une professionnalisation des réseaux, et une responsabilité assumée par chaque opérateur. La distribution n'est pas le maillon faible par nature ; elle le devient lorsque sa structuration tarde. C'est pourtant en elle que se trouve la clé d'une régulation pleinement effective, celle qui ne se contente pas d'énoncer des principes mais qui se vérifie, jour après jour, dans la vie ordinaire des citoyens.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : **Ouest et Centre :** SDPO - **Est:** SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone :** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax :** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Conseil des ministres
Agriculture :

des instructions pour en finir avec la bureaucratie
Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de loi relatif à la Justice militaire, ainsi qu'à des exposés portant sur les secteurs des Mines, de l'Agriculture et de la Formation professionnelle, indique un communiqué du Conseil des ministres.

R. N.

Le Conseil des ministres a ap prouvé, après débat, le pro jet de loi relatif à la Justice militaire, présenté par le Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire.

Après avoir pris connaissance des exposés prévus à l'ordre du jour, le président de la République a donné des instructions, directives et des orientations concernant les secteurs abordés. A propos de la mécanisation agricole, M. Tebboune « a insisté sur l'importance du travail de terrain et la nécessité d'en finir immédiatement avec la bu reaucratie dans le secteur de l'Agri culture où elle semble profondé ment enracinée ».

Il a donné des directives pour « l'installation de coopératives agri coles, relevant du groupe AGRO-DIV, pour la prise en charge de la location de différents engins agri coles dédiés aux labours, à la mois son et aux diverses prestations agri coles, et ce, dans les wilayas en fonction des superficies cultivées ». Insistant pour que ces coopératives soient installées « avant la fin du mois de mars prochain », en rai son du « lancement précoce de la saison de moisson, dans certaines régions d'Algérie, notamment dans le Sud ». Instruction a été égale ment donnée pour que l'acquisition du matériel agricole se fasse « par le groupe AGRODIV auprès des fabricants locaux qualifiés ».

Le Premier ministre a été chargé de « superviser l'élaboration, de toute urgence, d'une loi encadrant et organisant ces coopératives ». Sur l'état d'avancement du projet de la ligne ferroviaire minière Oued

Kebrit-Port d'Annaba, le président a ordonné « d'accélérer la cadence de réalisation », chargeant le ministre du secteur de « suivre de près et de superviser sur le ter rain la mise en œuvre de ce pro jet stratégique ».

Suite à l'exposé portant « créa tion de l'Orchestre philharmonique international d'Alger », le président de la République a salué la teneur « d'un projet en phase avec la dy namique de renouveau global en Algérie et de revitalisation de son rôle dans la dynamisation et la re lance de cette musique algérienne ». Il a également ordonné « l'élaboration des textes en vue de la relance de l'Opéra d'Alger et de son organisation », appelant égale ment à la « nécessité de construire de grandes salles de spectacles (Zénith) d'une capacité de plus de 5.000 places dans la capitale et les grandes villes », et de « soutenir les instituts de musique au niveau de toutes les communes du pays ».

M. Tebboune a insisté pour la relance de « l'activité théâtrale, un des socles du soft power (et) de la dynamisation de la vie culturelle ». Concernant la rentrée profession nelle du mois de février 2026, le président de la République a enjoint à la ministre du secteur de « créer de nouvelles filières dans des spé cialités supérieures et complexes englobant des secteurs stratégiques au profit des stagiaires algériens et africains », appelant également à faire la promotion du « haut niveau de formation dispensé par les éta blissements et centres de formation professionnelle en Algérie ». Par ailleurs, lors du Conseil des minis tres de lundi, le président de la Ré publique a nommé Mohammed Lamine Lebbou, au poste de Gou verneur de la Banque d'Algérie.

Via une plateforme numérique
Recensement des diplômés
des écoles paramédicales
privées sans emploi

Le ministère de la Santé a annon cé, mardi dans un communi qué, l'ouverture d'une plateforme numérique pour le recensement des diplômés des écoles paramédicales privées agréées, n'ayant pas obte nu d'emploi à la date de cette an nonce. "Dans le cadre de l'organi sation des données statistiques re latives aux écoles paramédicales privées agréées par le ministère et de la mise à jour de la base de don nées, la Direction de la Formation annonce l'ouverture d'une platefor me numérique pour recenser les di plômés de ces écoles n'ayant pas

obtenu d'emploi à la date du pré sent communiqué", précise la même source. Cette opération vise à "établir des statistiques précises sur le nombre de diplômés sans emploi et permettre aux services compé tents de préparer des mécanismes d'accompagnement et d'intégration adaptés aux besoins du secteur de la santé". Les concernés peuvent trouver le lien de la plateforme nu mérique sur le site officiel du minis tère de la Santé ou en accédant di rectement via le lien "formation-privé. sante.gov.dz", conclut le com muni qué.

Le projet de loi sur les partis politiques devant les députés
Les explications du ministre de l'Intérieur

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a pré senté, mardi, un exposé sur le pro jet de loi relatif aux partis politiques devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière, présidée par le président de l'APN, M. Brahim Boughali, en présence de la minis tre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali. Lors de sa présentation, M. Sayoud a précisé que "le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une attention particulière à ce texte, composé de 97 articles", et ce dans le cadre de sa démarche visant à "réorganiser la pratique politique sur des bases constitution nelles, juridiques et institutionnel les renforcées, en vue de faire des partis un socle essentiel pour l'édi fication d'institutions fortes et cré dibles". L'objectif de cette révision

est "de hisser la place du parti poli tique et de renforcer son rôle cen tral, à travers l'élargissement de ses domaines de contribution à la cho se publique et la consécration de son rôle en tant qu'acteur essentiel de la vie démocratique", a ajouté le ministre. Parmi les principales dispositions introduites par ce tex te figure l'instauration de sanctions légales visant à lutter contre le phé nomène du nomadisme politique des élus, notamment "la déchéance du mandat électif et la radiation définitive de la liste du parti politi que concerné", et ce, en vue de "consolider l'éthique de l'action po litique". De plus, le texte introduit de nouvelles conditions et mesu res pour la création et l'agrément des partis, permettant à ces derniers de former des coalitions dans un cadre juridique bien défini, avec la possibilité de les annuler en cas de manquements. Le texte consacre,

en outre, le principe de l'alternan ce démocratique comme règle fon damentale de l'organisation et du fonctionnement du parti politique, afin d'en faire un acteur intégré et participant à la vie politique, no tamment à travers "la limitation du mandat du responsable du parti à cinq ans au maximum, renouvela ble une seule fois", afin de "garan tir l'équilibre et la stabilité au sein du parti". Concernant le finance ment des partis, le texte "consacre la transparence et l'intégrité dans la gestion financière, à travers l'in terdiction du financement étranger, l'obligation de déclaration des dons et contributions, le contrôle des comptes et la présentation d'un rapport financier annuel".

La séance de débat du projet de loi organique relatif aux partis po litiques s'est poursuivie par l'audi tion des présidents des groupes parlementaires.



Génération Z

Lorsque la réflexion me guide vers les deux gé nérations algériennes

Lui nous ont suivis, mon clavier m'aver tit de sa réserve à participer à l'écriture d'une grande colère. Alors comme toujours je trouve des biais pour en parler. Et rien de plus favora ble à la distanciation que l'humour. On me dit que je suis de la génération des «baby-boomers» parce que né entre 1946 et 1964 (bravo l'ana gramme !). Et lorsqu'on voulait me signifier que mon époque était déjà lointaine, ils disaient que j'étais de la «génération d'après-guerre».

Vous rendez-vous compte, ces soldats estro piés et mutilés, sur des lits d'hôpitaux militai res et qui acceptaient la charité du bol de sou pe de la vaillante infirmière qu'on voyait dans les livres scolaires ou dans les films, c'est nous ? J'étais piégé car je ne pouvais pas dire avec malice « laquelle, la seconde guerre mon diale ou de libération algérienne ? ».

Je ne le pouvais pas car né en 1955, ce n'est pas compatible avec la définition d'une post-période de guerre. Mais comme toutes les per sonnes de mauvaise foi, c'est-à-dire de tout le monde lorsqu'il s'agit de cette question, je me rattrapais fièrement par le qualificatif de génération des « baby-boomers ». C'est vrai que l'idée d'une longue vie de promesse des bébés ne nous a jamais quittés.

Et puis probablement parce qu'on passait notre temps à fréquenter les « booms », ce que la génération des plus anciens appelaient des «surprises-partys». Mon dieu, les ringards! Quant aux générations suivantes, que dire ? Ils appelleront ce moment festif, des « Teufs ».

Reprenons-nous et revenons à mon sujet du jour. C'est en 1965 que l'expression apparaîtra en Angleterre dans le reportage d'un journalis te. Génération X car ils symbolisaient une gé nération indéfinie, moins homogène que la pré cédente, plus rebelle et participant à une rup ture technologique et des loisirs.

Mais l'expression va s'incruster durablement dans le langage avec le livre culte, Génération X, (Generation X: Tales for an Accelerated Cul ture), rédigé en 1991 par l'auteur canadien Douglas Coupland et publié aux États-Unis.

Ainsi apparaîtrait la génération X, l'inconnue, l'inclassable qui refuse pourtant à être étique tée en quoi que ce soit par les codes sociaux, particulièrement ceux de la bourgeoisie. C'est la période de la guerre froide et celle du Viet nam avec des mouvements contestataires de masse qui ont suivi dont mai 68 qui nous est plus proche dans sa connaissance.

Je me suis toujours amusé de savoir que ceux qui refusaient d'être classés dans une catégo rie sociale allaient créer le début d'une époque qui classifie les générations par des lettres comme dans un tiroir de dossiers administra tifs. Bien qu'il ait existé auparavant, c'est l'an

nonce d'une explosion du marketing.

L'offre commerciale avait besoin d'un outil marketing qu'on appelle la seg mentation du marché (la clientèle). Les offres devaient être beaucoup plus ciblées en fonction des générations. Et nous voilà partis pour une étiquette de classement alphabétique sur nos tombes, en dessous des deux dates qui bornent notre vie.

Puis vint la génération des « milléniaux », 1981-1996, la génération Y pour «Why?». Il n'était plus d'actualité pour eux de s'élever contre les interdits aussi violemment, les X leur avaient balayé le terrain mais de questionner sans cesse les causes de la vie et de la hiérar chie. On les appelle les « Digital Native », les enfants du numérique. Et vient, tout naturelle ment nous dit le dictionnaire, la génération Z pour ceux qui sont nés entre 1997 et 2012. Je disais à mes étudiants de cette époque qu'ils l'avaient échappée belle parce que la suivante, impossible d'aller au-delà du Z, allait revenir aux chiffres et ils auraient été la génération Zéro, comme la copie rendue par beaucoup.

Je m'étais trompé, on allait revenir à la lettre A, celle de la génération Alpha, les enfants nés entre 2013 et nos jours, la génération du « tout connecté » et de l'IA. Je m'étais trom pé ? En quelque sorte non puisque c'est A com me analphabète (on se venge comme on peut !). Nous, nous aurions pensé à chaque basculement générationnel à Victor Hugo qui écrivait dans son recueil Les Feuilles d'automne, « ce siè cle avait deux ans ! ».

C'est réellement notre référence sur la nais sance d'un cycle, ici le siècle, l'écrivain était né en 1802. Il n'avait pas besoin de classification générationnelle par une lettre, lui, pourtant un homme de lettres. Il était au sommet de la sien ne et c'est ce qui compte.

X, Y, Z ou A, l'important est d'être dans les meilleures intentions de sa génération. Une génération qui réussit sa mission en con testation légitime de la précédente est d'abord une génération qui veut s'éloigner des doc trines, des usages imposés et des idéologies mal saines que certains aînés veulent lui transmet tre. Beaucoup les ont pourtant adoptés c'est ce que mon clavier m'interdisait que je dise par colère. Heureusement que beaucoup aussi ont refusé de rater leur tour générationnel pour sortir notre pays du piège tendu par certains de ces aînés. Puis ensuite, comprendre, faire ap prendre et apporter quelque chose à la société selon ses moyens et capacités, c'est cela le clas sement des êtres humains par rapport à ceux qui s'en éloignent. Il est transgénérationnel et immuable. Bon, on peut parfois dévier de cette sagesse et dire que la nouvelle génération algé rienne ne sait même plus jouer au Pitchak. Savent-ils au moins ce que c'est ?

Code de la route

Une série d'ajustements proposés

Dans un souci de surmonter les divergences persistantes autour de plusieurs dispositions du nouveau code de la route, tout en rapprochant les positions et en préservant la cohérence d'un texte très attendu, notamment par les professionnels du transport, la commission parlementaire paritaire a proposé une série d'ajustements.

M. Aziza

Parmi eux figurent l'allègement de certaines amendes, la dé pénalisation de certaines infractions ainsi que des révisions de terminologie, aboutissant à une version moins sévère.

La commission parlementaire paritaire, chargée d'élaborer une formule consensuelle concernant les dispositions ayant fait l'objet de désaccord entre les deux chambres du Parlement, a tenu lundi dernier sa deuxième réunion à l'Assemblée populaire nationale (APN), selon un communiqué rendu public.

Ladite commission s'est penchée sur les onze articles du texte de loi ayant suscité des divergences, à savoir les articles 104, 119, 121, 124, 125, 127, 128, 129, 161, 166 et 170.

Dans ce cadre, les membres ont adopté plusieurs modifications significatives.

Les articles 104, 119, 166 et 170 ont été approuvés après suppression du terme « crimes ».

Par ailleurs, les amendes relatives aux infractions aggravées prévues à l'article 121, notamment celles relevant des troisième et quatrième catégories, ont été revues à la baisse, tandis que celles des première et deuxième catégories ont été maintenues, car tenant compte de la conjoncture économique et sociale.

Les articles 125, 127, 128 et 129 ont été adoptés après remplacement des termes « prison » et « emprisonnement provisoire » par le terme « détention ». S'agissant de l'article 124, il a été décidé de supprimer le deuxième alinéa relatif à la peine appliquée aux professionnels du transport, en se contentant du premier alinéa dont les dispositions ont été généralisées aux conducteurs de véhicules et aux professionnels du transport de manière égale, selon le commu-

niqué. Les membres de la commission ont souligné que ces ajustements, incluant la dépenalisation de certaines infractions et la réduction de certaines amendes, tiennent compte de la hausse préoccupante des accidents de la route et de leurs lourdes conséquences humaines et matérielles.

Ils ont insisté sur l'adoption d'une approche législative conciliant dissuasion et prévention, tout en renforçant les actions de sensibilisation, de formation et d'amélioration des infrastructures routières.

Il convient de souligner que ces travaux s'inscrivent dans le cadre des orientations du président de la République visant à moderniser la politique pénale, à rationaliser le recours aux peines privatives de liberté et à consacrer le principe de la dualité des peines, notamment à travers la dépenalisation de certaines infractions routières.

Air Algérie renforce ses dessertes vers la Grande-Bretagne

Le groupe Air Algérie a annoncé le lancement de nouvelles dessertes vers la ville de Manchester (Royaume-Uni) avec des vols vers les aéroports de Heathrow et Stansted à Londres, élargissant ainsi son réseau de lignes aériennes vers ce pays, dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer sa présence sur le marché européen et à répondre à la demande croissante sur les liaisons entre l'Algérie et la Grande-Bretagne. A ce titre, le nombre de desser-

tes vers le Royaume-Uni sera porté à 14 vols par semaine durant la saison estivale 2026, "dans une démarche qui reflète l'engagement du transporteur public à répondre aux attentes de la communauté nationale résidant au Royaume-Uni, tout en offrant des options plus larges aux clients et en renforçant les liaisons aériennes entre l'Algérie et le Royaume-Uni", précise le communiqué, publié lundi.

Le groupe Air Algérie souligne que

cette expansion "s'inscrit dans le cadre de son plan de développement visant à améliorer la qualité des services, à élargir son réseau de destinations et à renforcer sa position d'acteur majeur du transport aérien", ajoute la même source.

Pour toute information complémentaire, le groupe public a invité ses clients à contacter le centre d'appel au numéro court 3302 ou à se rapprocher des agences commerciales.

5ème Région militaire

Près de 50 kilos de cocaïne saisis

Un réseau criminel, spécialisé dans le trafic de drogue dure, a été démantelé, lundi, par les services de la Sécurité de l'Armée de la 5e Région militaire, qui ont saisi 49,400 kilogrammes de cocaïne, indique, mardi, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des opérations visant à déjouer les tentatives de narcotraffic dans notre pays, les services de la Sécurité de l'Armée de la 5e Région militaire, ont démantelé hier lundi 23 février 2026, un réseau criminel, spécialisé dans le trafic de drogue dure et saisi 49,400

kilogrammes de cocaïne", précise la même source.

Dans le même contexte, les unités de la Gendarmerie nationale à Tlemcen en 2e Région militaire et dans différentes opérations "ont démantelé un réseau criminel organisé spécialisé dans l'introduction de drogue depuis le Maroc vers le territoire national", indique le communiqué, soulignant que "ces opérations ont permis la saisie d'un (01) quintal et (20) kilogrammes de kif traité, et l'arrestation de (06) individus en leurs possession une somme d'argent liée aux revenus de cette activité criminelle, s'élevant à (236) millions de centimes, en sus de neuf (09) télépho-

nes portables, deux (02) drones et un (01) véhicule utilitaire".

"Ces résultats enregistrés dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée et la contrebande, réaffirment encore une fois l'efficacité de l'approche adoptée par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire et sa détermination à lutter contre ces groupes criminels, et dénotent de la vigilance et de la disponibilité permanente des unités de l'ANP, avec ses diverses composantes, et son adaptation à tous les procédés adoptés par les criminels afin d'inonder notre pays par ces poisons", conclut le communiqué du MDN.

Naâma

Plus de 237 kg de kif saisis

Les services des douanes de la wilaya de Naâma, en coordination avec des éléments de l'Armée nationale populaire, ont mis en échec une tentative de contrebande d'une quantité importante de drogue estimée à 237 kg et 900 gr de kif traité, a indiqué, mardi, un communiqué de la direction régionale des douanes de Bechar.

Le communiqué précise que " dans le cadre des missions de terrain conti-

nues des brigades douanières opérationnelles, la brigade polyvalente d'Ain Sefra et la brigade polyvalente de Sfissifa, relevant de l'Inspection des divisions des douanes de Naâma (direction régionale des douanes de Bechar), ont réussi, en coordination avec des éléments de l'Armée nationale populaire, à déjouer une tentative de contrebande portant sur 237 kg et 900 g de kif traité".

La même source ajoute que l'opéra-

tion a également permis la saisie du moyen de transport utilisé dans la tentative de contrebande.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par les Douanes algériennes pour lutter contre les différentes formes de contrebande, notamment en matière de protection de la santé publique et de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, conclut le communiqué.

Aïn Temouchent

Huit pêcheurs secourus

Les agents de la Protection civile de la wilaya d'Aïn Temouchent ont réussi à secourir huit pêcheurs dont l'embarcation menaçait de couler, a-t-on appris, mardi, auprès des mêmes services.

L'opération a eu lieu tard dans la nuit d'hier, lundi, après la réception d'un appel de détresse lancé par l'équipage

d'un bateau de pêche à bord duquel se trouvaient huit pêcheurs. L'embarcation menaçait de couler en haute mer, près de l'île de Rachgoun (Beni Saf), après une infiltration d'eau à son bord, selon la même source.

La brigade de plongée relevant de l'unité maritime de la Protection civile

de Beni Saf est intervenue, en coordination avec les Garde-côtes, a-t-on indiqué de même source, ajoutant que les huit pêcheurs ont été secourus et évacués vers le port de pêche de Béni-Saf. Le bateau a également été remorqué vers le même port, sans qu'aucune perte ne soit enregistrée, a-t-on précisé.

Ghaza

Des milliers de tentes de déplacés inondées

Mohamed Mehdi

Mardi, 135^e jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines de martyrs et davantage de blessés depuis la signature du « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Dans son rapport statistique publié hier, le ministère de la Santé a fait état de 7 blessés à la suite des attaques israéliennes survenues lors des précédentes 24h (lundi).

Le bilan des victimes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 (respecté uniquement par la partie palestinienne), passe ainsi à 615 martyrs et 1.658 blessés, ainsi que 726 corps retirés des décombres. Le nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, passe à 72.073 martyrs et 171.756 blessés.

Mardi, l'armée génocidaire israélienne a ciblé un groupe de citoyens palestiniens dans la région de Beit Lahia, dans le nord de la bande de Ghaza. L'agence palestinienne Wafa a rapporté que l'attaque a fait un martyr et plusieurs blessés à la suite d'une attaque menée par un drone israélien.

APPELS DE DÉTRESSE

Les pluies torrentielles enregistrées lundi et mardi « ont inondé des milliers de tentes de personnes déplacées dans la bande de Ghaza », a indiqué Wafa.

L'agence palestinienne Shehab News a rapporté, pour sa part, que la Protection civile du gouvernorat de Rafah a reçu plusieurs appels de détresse dans la nuit de lundi à mardi, concernant des inondations de tentes appartenant à des personnes déplacées, suite aux fortes pluies.

« Plusieurs familles dont les tentes avaient été inondées ont été secourues dans la zone d'al-Mawasi, à Khan Younes, dans le sud de la bande de Ghaza », affirme encore l'organisation, rappelant que des « milliers de personnes déplacées dans la bande de Ghaza vivent dans des tentes totalement délabrées, privées des biens de première nécessité », en raison du « refus persistant » de l'occupation israélienne d'autoriser l'entrée des caravanes et des abris temporaires.

Cité par Shehab News, le maire de Khan Younes, Alaa al-Din al-Batta, a déclaré que « les récentes pluies ont une fois de plus mis en lumière la situation humanitaire catastrophique des habitants de la ville, à l'instar d'un contexte déjà très difficile dans l'ensemble de la bande de Ghaza ». Il a éga-

lement expliqué que la distribution de tentes et de l'aide humanitaire aux personnes sinistrées « a considérablement ralenti », aggravant les souffrances de milliers de familles.

Il a affirmé que la municipalité, en coopération avec diverses institutions, s'efforce de trouver des solutions alternatives et d'urgence pour atténuer la gravité de la crise.

LA PÉNURIE D'EAU ATTEINT 90% DES BESOINS DANS LA VILLE DE GHAZA

L'agence de presse Shehab a également rapporté les propos de Tariq Shehab, ingénieur responsable du service des eaux de la municipalité de Ghaza, qui a déclaré que la crise de l'eau potable dans la ville « continue de s'aggraver », atteignant « environ 90% des besoins quotidiens d'avant-guerre ».

Tariq Shehab a également expliqué que la municipalité « tente d'atténuer la crise en exploitant ses propres puits afin de fournir un minimum de quantités d'eau à certains quartiers de la ville », précisant que les équipes municipales « attendent toujours l'autorisation d'accéder aux zones orientales de Ghaza pour inspecter et réparer la conduite Mekorot ».

L'intervenant a ajouté que la municipalité a un besoin urgent de quantités de ciment, de tuyauterie et d'autres matériaux nécessaires à la maintenance, ainsi que des machines, des pièces de rechange et des pompes ». Il a souligné que l'occupation continue de restreindre l'acheminement de matériaux pour la réparation des infrastructures dans la bande de Ghaza, ainsi que l'aide humanitaire et le carburant.

L'agence Shehab News rappelle que des organisations de défense des droits humains, dont Human Rights Watch et Oxfam, accusent l'occupation israélienne d'utiliser l'eau comme une arme en empêchant les habitants de Ghaza d'accéder aux quantités minimales de survie (15 et 20 litres par jour) recommandée par l'OMS, considérant que de telles pratiques pourraient constituer un génocide au regard du droit international.

Un rapport publié par le Bureau central palestinien des statistiques et l'Autorité palestinienne de l'eau, indique une chute de 97% de la disponibilité de l'eau potable par habitant, passant de 84,6 litres par jour avant la guerre à seulement 3 à 15 litres actuellement, rapporte la même source. Les données indiquent que la quantité disponible aujourd'hui ne représente pas plus de 10 à 20% de l'approvisionnement total de Ghaza avant la guerre génocidaire israélienne.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الأشغال العمومية والمنشآت القاعدية
مديرية الأشغال العمومية لولاية وهران

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
(NIF : 408015000031086)

Projet : travaux d'éclairage public au niveau du 4^{ème} boulevard périphérique
Lot n°01 : travaux d'éclairage public au niveau du 4^{ème} boulevard périphérique - Es-Sénia -
Section n°01 : Travaux d'éclairage public entre l'échangeur RN4 et la passerelle AADL Ain El Beida
Section n°02 : Travaux d'éclairage public entre la passerelle AADL Ain El Beida et la limite de la commune de Misserghine
Lot n°02 : travaux d'éclairage public au niveau du 4^{ème} boulevard périphérique
- Misserghine - (lot unique)

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n°15/247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la direction des travaux public de la wilaya d'Oran informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales n°05/SDIR /DTP/2026 relatif au projet suscité que ce dernier a été attribué provisoirement comme suit :

N°	Entreprise	Note technique	Montant globale de soumission DA/TTC	Montant globale après correction DA/TTC	Délais	Elément ayant permis le choix de l'attribution du marché
LOT N°01 Section 01	ETP BENTOURA Djamel (fennec lumiere) NIF : 17735050155211600000	69 pts	53.438.378,00	53.438.378,00	90 jours	Ayant rempli les conditions techniques et financières de l'instruction aux soumissionnaires
LOT N° 01 Section 2	Etp Mostefa Tounsi Zakaria NIF : 190480104943136	67.50 PTS	46.755.814,00	46.755.814,00	04 mois	Ayant rempli les conditions techniques et financières de l'instruction aux soumissionnaires
LOT N° 02	ETP DAHEUR Tarik NIF : 17631030180423813100	62 PTS	31.789.660	31.789.660	02 mois	Ayant rempli les conditions techniques et financières de l'instruction aux soumissionnaires

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel n°15/247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya d'Oran, dans un délai de 10 jours, à compter de la première date de parution du présent avis dans les quotidiens nationaux, pour les autres soumissionnaires intéressés, ces derniers sont invités à se rapprocher de service contractant, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire de la convention, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631003276 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MILAYA DE AIN TEMOUCHEUT
DAIRA DE OULHACA
COMMUNE DE SIDI-OURIACHE
V° Fiscal : 46260106021

**AVIS
D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ**

Conformément aux dispositions de l'article 65, alinéa 02, du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le Délégué chargé de gestion de la commune de SIDI-OURIACHE informe les soumissionnaires ayant participé dans l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales publié dans le journal de Elhayate le 20/01/2026 et le quotidien Oran le 22/01/2026 le projet est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

N°	Entreprise réalisatrice	Matricule fiscal	Désignation du projet	Montant en TTC	La note	délai	motif
01	LARABI MOHAMED	17413200028111700000	Réalisation d'un rejet d'assainissement à Douar Farha et sidi Ouriache coté EST vers Sidi Dahmen COMMUNE DE SIDI-OURIACHE	16.412.718,00 DA	95.33	120 jours	Offre la moins disant

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières sont invités à se rapprocher de l'apc de sidi Ouriache (bureau du marché) au plus tard trois (03) jours de publication de l'attribution provisoire du marché aux quotidiens nationaux.

Tout soumissionnaire conteste le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès du président de la commission de communale du marché public, dans un délai de (10) dix jours à compter de la première publication du présent avis dans l'un des quotidiens nationaux ou dans le BOMOP, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire le recours est prorogé au jour ouvrable suivant

Fait à SIDI-OURIACHE le,

Délégué chargé de gestion

de la commune de SIDI-OURIACHE

ANEP N° 2631003281 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026

République Algérienne Démocratique et Populaire

Milaya de Tlemcen

Daira d'El Kherroub

Commune de Sidi Abderrahmane

Code fiscal : 42400200001408901402

N° 02 /2026

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel 15-247 du 2 Dhou el hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant Réglementation des Marchés publics et des délégations de service Public Le président de l'APC de Sidi Abderrahmane informe les soumissionnaires à la

**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITES MINIMALES N° 02/2026 PARU AU JOURNAL DE LANGUE ARABE**
(باللغة العربية (الجمهورية)

En date du 04/02/2026 et au journal de langue française (LE QUOTIDIEN D'ORAN) En date du 04/02/2026 de l'opération : **AMENAGEMENT URBAIN DE CITE EL ISTIKHLAL 1^{ER} TRANCHE**

Qu'il a été attribué provisoirement après séance d'évaluation en date du 15/02/2026 comme suit :

N°	Intitule du projet	Nom et prénom du soumissionnaire N° nif	Montant Après la correction TTC	Délai De Réalisation	Note Tech	OBS
01	AMENAGEMENT URBAIN DE CITE EL ISTIKHLAL 1 ^{ER} TRANCHE	SARL NAKOUSSA TRAVAUX PUBLICS NIF : 002214042399140	27.247.820.00 DA	03 MOIS	79.33	Offre moins disant

N.B : Les soumissionnaires contestant le choix opéré par l'APC peut introduire un recours auprès de la commission des marchés dans un délai de 10 jours à compter de la date première parution de l'avis d'attribution provisoire du Marché conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel 15-247 du 2 Dhou el hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant Réglementation des Marchés publics et des délégations de service Public

Le président de l'APC

ANEP N° 2631003294 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026

République Algérienne Démocratique & Populaire

MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME
ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION
IMMOBILIERE DE NAAMA
DEPARTEMENT MAITRISE D'OUVRAGE
NIF : 099945082209585



وزارة السكن و العمران و المدينة
ديوان الترقية و التسيير العقاري
لولاية النعامة
دائرة التحكم في إنجاز المشاريع

**Avis d'Attribution Provisoire De l'avis l'Appel
d'Offre National Ouvert avec des exigences de
capacités minimales N° 38/2025**

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, et l'article 46 de la loi n° 23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, l'Office de Promotion et de Gestion immobilière de la Wilaya de Naâma informe les soumissionnaires ayant participé au avis d'appel d'offre national ouvert avec des exigences de capacités minimales sous N°38/2025, paru aux quotidiens nationaux :

« Le Quotidien d'Oran » le 10/12/2025 et « الرّوج الرياضي » en date du 08/12/2025 relative à la Réalisation des 40/2000 logements LPL en système collectif type F3+ travaux de VRD (travaux d'assainissement et réseau d'AEP + aménagement extérieur et éclairage publics) pour 40 logements du programme 2024- Zime tranche à MOGHRAR -W-NAAMA-
Et que les procédures d'évaluation et d'analyse faites conformément aux critères prévus dans le cahier des charges ont donné les résultats provisoires suivants :

Projet	Entreprise	Note technique	Montant proposé	Montant corrigé	Délai proposé
Réalisation des 40/2000 logements LPL en système collectif type F3+ travaux de VRD (travaux d'assainissement et réseau d'AEP + aménagement extérieur et éclairage publics) pour 40 logements du programme 2024- Zime tranche à MOGHRAR-NAAMA-	BENHADDAD NADJIM NIF : 18806390274318900600	40,00	132 999 999,86	132 999 999,86	10 MOIS

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et l'article 56 de la loi n° 23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics Les soumissionnaires peuvent se rapprocher de nos services, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire dans les journaux nationaux et BOMOP. Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours, auprès de la commission des recours, dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans l'un des quotidiens.

Naâma le : 15 FEV 2026
Le Directeur Général

ANEP N° 2631003194 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026

Constantine

Une caravane commerciale dans les zones rurales

Quinze opérateurs économiques sont mobilisés depuis début Ramadhan, pour assurer la vente directe des produits alimentaires en zones rurales éloignées, de la wilaya de Constantine dans le cadre des marchés ambulants de solidarité, a indiqué lundi la directrice de wilaya du commerce par intérim, Nabila Zebiri. Ciblant en priorité les communes dépourvues de marchés de proximité ouverts à l'occasion du mois sacré, l'initiative s'inscrit dans le cadre des mesures prises par le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national afin de renforcer l'approvisionnement régulier du marché national et du rapprochement des biens et services des citoyens, a précisé la même responsable.

Première du genre à l'échelle locale, cette caravane commerciale qui vise également à réduire les intermédiaires et à limiter les surcoûts, particulièrement sensibles en ce mois sacré, a ciblé jusqu'à présent des mechtas, des villages et des zones les plus éloignées des communes de Ben Badis, d'Ain Abid et d'Ibn Ziad. Elle se poursuivra les jours prochains pour toucher d'autres communes à vocation rurale, a-t-elle noté.

Il convient de noter que 7 marchés de proximité exposant divers denrées de large consommation à des prix compétitifs sont ouverts à travers les communes de Constantine, d'Ain Smara, d'El Khroub, de Zighoud Youcef, de Didouche Mourad et d'Ain Abid ainsi qu'à la circonscription administrative Ali Mendjeli, a-t-elle ajouté. Pas moins de 102 brigades de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes sont mobilisées par les services du secteur du commerce, durant le mois sacré, selon la même source.

Ouargla

Une nouvelle unité de néphrologie à l'hôpital Mohamed Boudiaf

Une nouvelle unité de néphrologie a été ouverte au niveau de l'établissement public hospitalier EPH-Mohamed Boudiaf à Ouargla, a-t-on appris mardi de source hospitalière. La nouvelle structure permettra d'améliorer les prestations médicales aux malades de la wilaya d'Ouargla et de wilayas voisines, notamment en termes de diagnostic, de biopsies et de prise en charge du syndrome néphrotique par des thérapies adaptées, freinant l'évolution de la maladie à l'insuffisance rénale aiguë ou chronique, en plus de leur épargner les déplacements vers les CHU au Nord du pays, a affirmé la cheffe de service de néphrologie, Pr. Ibtissem Larbaoui. Encadrée par six praticiens, dont deux néphrologues, cette unité, d'une capacité de 20 lits, est dotée d'un appareil de plasmaphérèse de pointe, permettant aussi le diagnostic de pathologies immunitaires, dont des maladies oculaires et neurologiques.

Cet appareil de plasmaphérèse est destiné à purifier le plasma des anticorps nocifs, en vue de faciliter les greffes de rein à partir de donneurs présentant d'autres groupes sanguins incompatibles, en plus de permettre d'envisager, à l'avenir, des greffes rénales au niveau de l'hôpital d'Ouargla, a expliqué Pr. Larbaoui.

Le service de néphrologie de l'Ouargla regroupe actuellement, outre la structure nouvellement inaugurée, trois unités extra-muros, dédiées à l'hémodialyse, la dialyse pour insuffisance rénale aiguë et le traitement de l'insuffisance rénale chronique.

Le service de néphrologie de l'Ouargla regroupe actuellement, outre la structure nouvellement inaugurée, trois unités extra-muros, dédiées à l'hémodialyse, la dialyse pour insuffisance rénale aiguë et le traitement de l'insuffisance rénale chronique.

Khenchela

Deux centres de stockage de céréales mis en service

Deux (2) centres intermédiaires de stockage de céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, ont été mis en service dans la wilaya de Khenchela. Le directeur des services agricoles (DSA), Saïd Tamen, a précisé que la réalisation de ces deux centres intermédiaires, situés dans les communes d'Aïn Touila et d'El Mahmel, a nécessité un investissement public de 460 millions de dinars.

Il a ajouté que ces deux nouvelles structures "permettent d'alléger la pression sur les grands centres de stockage de céréales, notamment pendant la période de pointe marquée par la réception, en été, de milliers de quintaux de céréales".

Selon M. Tamen, 6 autres dépôts de proximité pour le stockage de céréales seront réceptionnés et mis en exploitation " au cours du 1er semestre de l'année en cours " dans les communes d'Ouled Rechache, de Remila, de M'toussa, d'Ensigna, de Barbar et de Tamza. 3

Le DSA a également rappelé que la réalisation de ces structures a été engagée dans le cadre du programme national visant à augmenter la capacité nationale de stockage des céréales et à garantir la sécurité alimentaire.

Pour rappel, la wilaya de Khenchela dispose actuellement de 15 points de collecte et de stockage des céréales d'une capacité totale estimée à 1,3 million de quintaux, au moment où un grand silo pouvant emmagasiner un million de quintaux est en cours de construction dans la commune de Baghai.

Pour rappel, la wilaya de Khenchela dispose actuellement de 15 points de collecte et de stockage des céréales d'une capacité totale estimée à 1,3 million de quintaux, au moment où un grand silo pouvant emmagasiner un million de quintaux est en cours de construction dans la commune de Baghai.

El-Meniaa

Un projet de logements LPP lancé dans la nouvelle ville

Un projet de réalisation de 50 logements promotionnels publics (LPP) a été lancé dans la nouvelle ville d'El-Méniaa, a-t-on appris lundi de la direction locale de l'habitat. Retenu dans le programme de l'entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), ce projet prévoit la réalisation de nouvelles habitations de type F4 et F5 avec un délai de 13 mois, a précisé le directeur du secteur, Yacine Baradi. Il constitue le premier jalon d'une série de programmes d'habitat destinés à la nouvelle ville pour répondre à la demande croissante de logements, a-t-il ajouté. S'exprimant lors de la cérémonie de pose de la première pierre, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a mis l'accent sur la nécessité de respecter les normes de réalisation et les délais de livraison de tels projets, tout en offrant un milieu urbain intégré aux bénéficiaires. Il a également souligné que ce projet s'inscrit dans le plan stratégique de développement de la nouvelle ville, conformément au schéma directeur d'aménagement de la wilaya visant à créer un pôle urbain doté de tous les équipements nécessaires. Premier du genre dans la région, ce projet reflète la volonté des autorités publiques d'accélérer le développement urbain et de renforcer l'attractivité de la nouvelle ville en tant que choix stratégique pour accueillir les prochains programmes d'habitat, en cohérence avec les efforts de l'Etat pour améliorer le cadre de vie des citoyens, selon la direction de l'habitat.

La nouvelle ville d'El-Meniaa s'inscrit dans un plan de développement visant à créer un espace urbain structuré, fondé sur une planification moderne tenant compte de l'évolution démographique et intégrant diverses commodités, a-t-on indiqué.

La nouvelle ville d'El-Meniaa s'inscrit dans un plan de développement visant à créer un espace urbain structuré, fondé sur une planification moderne tenant compte de l'évolution démographique et intégrant diverses commodités, a-t-on indiqué.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

07 ramadhan 1447

El Fedjr
05h59

Dohr
13h03

Assar
16h12

Maghreb
18h42

Icha
20h00



Blida

De nouveaux chantiers pour améliorer la distribution de l'eau

Les travaux de réalisation de 11 nouveaux forages, destinés à couvrir les besoins en eau de la partie ouest de la wilaya de Blida, seront lancés prochainement. Selon le directeur du secteur, Abdelkrim Allouche, les travaux de réalisation de ces 11 nouveaux forages seront entamés prochainement en vue d'améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) des communes de la partie ouest de la wilaya, notamment Mouzaïa, El Affroun, Aïn Romana et Chiffa, ainsi que la commune d'Oued El Alleug (nord).

Ces nouveaux projets s'inscrivent dans le cadre des programmes destinés au secteur au titre de l'exercice 2026, et visent à améliorer l'approvisionnement en cette ressource vitale, notamment dans les zones connaissant une expansion urbaine. Une enveloppe de 1,4 milliard de DA a été affectée à cet effet.

Les mêmes services procéderont, également, au lancement des travaux de réhabilitation de 10 autres forages en vue d'augmenter leur production quotidienne, notamment à la faveur de la hausse du niveau des eaux souterraines induite par les précipitations enregistrées dans la wilaya depuis le début de la saison hivernale.

Par ailleurs, M. Allouche a souligné que la majorité des communes de la wilaya connaîtront une amélioration notable en matière d'AEP, grâce à l'augmentation du volume de production des différentes infrastructures, notamment les forages et les sources, ainsi qu'à la hausse du niveau des eaux souterraines, dont dépend la wilaya à plus de 70 % pour couvrir ses besoins en eau potable et en irrigation agricole.

Pour rappel, le système de production d'eau a été renforcé en 2025 par la réalisation de 13 forages ayant permis de mobiliser un volume supplémentaire estimé à 7.000 m3/jour. Quelque 25 autres forages ont été, en outre, réhabilités, permettant un apport supplémentaire de près de 4.000 m3/jour.

Alger

Plus de 14.000 comprimés psychotropes saisis

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogues et de substances psychotropes, dont l'activité s'étend à travers plusieurs wilayas, avec la saisie de plus de 14.000 comprimés psychotropes, a indiqué, mardi, un communiqué des mêmes services. Dans le cadre "de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment le trafic de drogues et de substances psychotropes, la Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Semmar, a mis fin, en coordination avec le Service de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Bir Mourad Rais, à l'activité d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogues et de psychotropes à travers plusieurs wilayas du pays", précise la même source. "Après l'activation du renseignement et le recours aux techniques spéciales d'investigation, les membres du réseau ont été identifiés et localisés. Suite à quoi, un plan sécuritaire bien ficelé a été mis en place, ayant permis l'arrestation de deux individus et la saisie de 14.367 comprimés psychotropes de type (Prégabaline 300 mg)", selon le communiqué. L'opération s'est également soldée par "la saisie de téléphones portables et de deux véhicules utilisés dans le transport de ces poisons", a ajouté la même source. "Les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes, une fois l'enquête terminée", conclut le communiqué.

Tizi-Ouzou

Campagne contre le gaspillage

Une campagne de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation durant le mois de Ramadhan a été initiée par le comité de la wilaya de Tizi-Ouzou du Croissant rouge algérien (CRA), en vue de lutter contre le gaspillage de denrées alimentaires. Cette campagne vise à "sensibiliser à la nécessité d'adapter les habitudes alimentaires durant ce mois sacré, dans le but de rationaliser l'alimentation et éviter le gaspillage de la nourriture, notamment du pain", a indiqué à l'APS le responsable du comité de wilaya, Aziz Dial.

Il a expliqué que le travail de sensibilisation a déjà été lancé sur les réseaux sociaux, à travers des spots et des appels, alors que des rencontres sont également prévues sur les places publiques, après la rupture du jeûne, dans différentes localités de la wilaya par les comités locaux du CRA. Parallèlement à cette campagne, a-t-il fait savoir, "le CRA mènera aussi une campagne de sensibilisation aux risques de certaines maladies, telles que le diabète, et organisera une collecte de sang au profit des structures sanitaires, afin de consacrer ce lien de solidarité durant ce mois de piété et de paix".

M. Dial a, par ailleurs, indiqué que, pour cette année, le Comité de wilaya du CRA avait mobilisé quelque 600 bénévoles, pour la plupart des étudiants, pour mener à bien ses différentes actions de solidarité durant ce mois sacré. En plus des 11 sites de restauration "El hillal", soit deux (2) de plus que l'année précédente, le programme du CRA prévoit la distribution de colis, des circoncisions et des visites aux malades hospitalisés.

Batna

Séisme

de 3 degrés

Une secousse tellurique de magnitude 3,0 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée, mardi à 02h37 dans la wilaya de Batna, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 8 kilomètres au Nord-ouest de Ras El Aioun dans la même wilaya, précise la même source.

Sidi Bel-Abbès Des projets pour renforcer la sécurité hydrique

Plusieurs projets relevant du secteur de l'hydraulique sont en cours de réalisation à travers la wilaya de Sidi Bel-Abbès, en vue de renforcer les capacités de stockage d'eau et améliorer la qualité du service public, notamment dans les zones rurales et les agglomérations connaissant une croissance urbaine soutenue, a indiqué, mardi, la cellule de communication de la wilaya.

Dans ce cadre, le wali, Kamel Hadji, a effectué lundi une visite d'inspection dans plusieurs communes, au cours de laquelle il a examiné les travaux de réalisation de réservoirs d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes dans le village d'Amelza (daïra de Merine),

au village de Titen Yahia (commune de Oued Sbaâ), ainsi qu'un projet similaire dans la commune de Bedrabine El Mokrani, précise la même source.

A cette occasion, le wali a donné des instructions pour accélérer le rythme des travaux et renforcer les chantiers par les moyens nécessaires, tout en veillant au respect des délais contractuels et des normes de qualité, afin de mettre ces infrastructures en service dans les plus brefs délais.

Ces projets visent à accroître les capacités locales de stockage et à améliorer la pression de l'eau à travers les réseaux, garantissant ainsi une distribution régulière et durable de l'eau potable, en parti-

culier durant les périodes de forte demande.

Le wali a également insisté sur l'importance de l'aménagement des abords des installations et de leur intégration dans leur environnement urbain, dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie.

Selon la même source, ces opérations s'inscrivent dans la stratégie de l'Etat visant à consolider les fondements de la sécurité hydrique et à promouvoir le développement local, à travers un investissement continu dans les infrastructures du secteur de l'hydraulique et une prise en charge progressive des préoccupations des citoyens en matière d'alimentation en eau potable.

Relizane Le barrage de Sidi M'hamed Benaouda fait le plein

Le barrage de Sidi M'hamed Benaouda, situé dans la commune éponyme de la wilaya de Relizane, a atteint un taux de remplissage de 100 %, grâce aux importantes précipitations enregistrées, récemment dans la région, a indiqué, mardi, le directeur local des Ressources en eau, Nabil Beghoura.

Dans une déclaration à l'APS, M. Beghoura a souligné que "les pluies enregistrées, récemment, ont permis d'élever le niveau du

barrage à plus de 125 millions de mètres cubes, soit un taux de remplissage total estimé à 100 %".

Le responsable a souligné que le barrage de Sidi M'hamed Benaouda a atteint son plein niveau cette année grâce aux quantités importantes de pluie enregistrées durant les mois de janvier et février.

Par ailleurs, le barrage de Gargar, situé dans la commune d'Oued Rhio, a également connu des apports

hydriques significatifs, portant son niveau à plus de 190 millions de mètres cubes, soit un taux de remplissage avoisinant les 68 %.

Ces volumes importants d'eau devraient renforcer les réserves hydriques de la wilaya, garantissant l'approvisionnement des populations en eau potable durant la saison estivale, tout en soutenant la campagne d'irrigation des périmètres agricoles de Mina et du Bas Cheliff, selon la même source.

Naâma Des mesures au profit des agriculteurs sinistrés

Le lancement de 22 opérations de développement est prévu, prochainement dans la wilaya de Naâma, afin de prendre en charge les pertes causées par les aléas climatiques au niveau des exploitations agricoles et pastorales, selon la direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya.

Ces opérations, confiées à des entreprises spécialisées pour une enveloppe globale dépassant 220 millions de dinars, portent notamment sur la réalisation de réseaux et de bassins d'irrigation, la maintenance de puits, la fourniture de

plants d'arbres fruitiers et de brise-vent, le remplacement de matériels et d'équipements agricoles, la correction des lits d'oueds, la protection des sols, ainsi que la réhabilitation des pistes, a ajouté la même source.

La concrétisation de ces projets, financés par le Trésor public dans le cadre du Fonds de garantie contre les calamités naturelles, s'inscrit dans le cadre de l'application des mesures prises par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche en vue d'accompagner les agriculteurs sinis-

trés par des catastrophes naturelles non assurées.

L'objectif est de les aider à relancer leur activité et à les indemniser totalement ou partiellement pour les pertes subies, selon la DSA.

Pour rappel, 551 agriculteurs et éleveurs affectés ont été recensés dans la wilaya de Naâma par une commission technique spécialisée composée d'experts agréés, chargée de mener les enquêtes et d'évaluer les dégâts causés par les inondations ayant touché les communes du sud de la wilaya en 2024, a-t-on ajouté de même source.

Tlemcen Plus de 11 kg de kif saisis

Les services des Douanes de la wilaya de Tlemcen ont saisi 11,5 kg de kif traité et procédé à l'arrestation de deux individus, a indiqué mardi un communiqué de la direction régionale des Douanes de Tlemcen.

La même source a précisé que l'opération a été

menée par les éléments de la brigade mobile régionale de lutte contre les stupéfiants, relevant de la direction régionale des Douanes de Tlemcen.

La quantité susmentionnée de kif traité a été découverte soigneusement dissimulée à l'intérieur de plan-

ches en bois dans la remorque d'un tracteur.

Le communiqué ajoute que, dans le cadre de la même opération, deux individus ont été arrêtés puis présentés devant les juridictions compétentes afin que les mesures légales nécessaires soient prises.

Saïda L'eau coupée pour maintenance

L'ensemble des quartiers de la ville de Saïda enregistrent, depuis mardi matin, une interruption de l'alimentation en eau potable (AEP) en raison de travaux de maintenance, indique un communiqué de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE).

Selon le communiqué, cette coupure est due à une opération de remplacement d'une vanne de

contrôle et de distribution de 600 mm de diamètre au niveau de l'installation de la zone de Bourached, entraînant l'arrêt de la production à partir de la chaîne de production située dans la commune d'Aïn Skhouna. Les équipes techniques relevant de l'unité de wilaya de l'ADE ont entamé les travaux de maintenance relatifs au changement de cette van-

ne de contrôle et de distribution. La reprise progressive de l'alimentation en eau potable est prévue immédiatement après l'achèvement des travaux, précise la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du service d'approvisionnement en eau potable et de la garantie de la continuité du service public, conclut le communiqué.

Les marchés sous surveillance

La direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national de la wilaya de Saïda a mobilisé 50 brigades pour le contrôle de l'activité commerciale durant le mois sacré de Ramadhan. La directrice du secteur, Amina Aïd Amira, a précisé que 25 brigades ont été mobilisées pour le contrôle de la qualité et la répression des fraudes et 25 autres pour le contrôle des pratiques commerciales. Ces brigades ont entamé des opérations d'inspection intensi-

ves à travers différents commerces, les marchés de fruits et légumes, ainsi que les points de vente de produits alimentaires de large consommation.

Les équipes, composées de 100 agents, veillent tout au long du mois sacré, au suivi de l'approvisionnement du marché, notamment en lait et ses dérivés, viandes rouges et blanches, ainsi qu'à l'observation de l'évolution des indicateurs des prix des différents produits de consommation, selon la responsable.

Tiaret 900 millions de dinars pour la Santé

Une enveloppe budgétaire de 940 millions DA a été consacrée à la réalisation de trois projets relevant du secteur de la santé dans la wilaya de Tiaret, selon la Direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Le chef du service de la planification et des moyens, Yacine Bouabedelli, a précisé que ces projets, inscrits dans le cadre du programme sectoriel de l'année en cours, portent sur l'acquisition d'équipements médicaux et d'équipements communs destinés à l'unité médico-chirurgicale en cours de réalisation à l'hôpital Youcef-Damerdji, situé au chef-lieu de wilaya.

Il a ajouté que les deux autres opérations concernent le forage d'un puits artésien à l'Institut national supérieur de formation paramédicale (INSFP) de Tiaret, ainsi que la réalisation d'une étude en vue de la construction d'une polyclinique dans la commune de Takhemaret.

M. Bouabedelli a également fait savoir que le secteur sera renforcé, dans les prochains mois, par la mise en service de plusieurs infrastructures de santé totalisant une capacité de plus de 500 lits.

Parmi ces structures figurent un hôpital spécialisé dans le traitement des brûlés, une annexe de l'Institut Pasteur, un centre inter-

médiaire de soins en addictologie (CISA), un service d'orthopédie à l'hôpital Youcef-Damerdji, ainsi qu'un bloc opératoire au sein de l'établissement hospitalier spécialisé dans les maladies des yeux, du nez, de la gorge et de la bouche, au chef-lieu de wilaya.

Par ailleurs, la commune de Takhemaret bénéficiera d'un hôpital de 60 lits, tandis que la daïra de Ksar Chellala sera dotée d'un hôpital de 120 lits. Le Centre régional de traitement des cancers, situé au chef-lieu de wilaya, sera également équipé. Selon la même source, cette opération a connu une accélération notable au cours des derniers mois.

Chlef Un réseau de vol de câbles en cuivre démantelé

Les services de la Sûreté de wilaya de Chlef ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le vol de câbles en cuivre et récupéré 1,2 quintal de marchandises volées, a indiqué mardi un communiqué de cette instance sécuritaire.

Dans le cadre des efforts soutenus de lutte contre la criminalité organisée, notamment celle portant atteinte aux biens publics, les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant du service de la police judiciaire ont procédé à

l'arrestation de deux (2) individus et à la récupération de près de 1,2 quintal de câbles en cuivre.

L'opération, menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, a été déclenchée à la suite d'enquêtes de terrain et d'investigations approfondies engagées après l'enregistrement de plusieurs plaintes relatives au vol et à la dégradation de câbles électriques appartenant à un établissement public dans différentes zones de la wilaya, causant des pertes matérielles et des perturba-

tions du service public. Cette opération a permis de neutraliser l'activité du réseau et de saisir les câbles volés lors de la perquisition d'un site situé dans la périphérie nord de la ville de Chlef, utilisé pour dissimuler les biens dérobés et les revendre après retrait de leur gaine afin d'en extraire le cuivre, selon la même source. Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des deux (2) suspects, qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Chlef, a conclu le communiqué.

Pari tenu par la wilaya d'Oran Plus de 11.140 logements attribués en 2025

La wilaya d'Oran a tenu son pari en attribuant plus de 11.00 logements toutes formules confondues en 2025. En fin d'année 2024, un communiqué de la wilaya avait annoncé la distribution de plus de 11.000 unités durant l'année 2025.

D. B.

Un calendrier de distribution avait été fixé pour toute l'année 2025, avec des remises de clés prévues lors de plusieurs événements, notamment la célébration de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, le 5 juillet 2025, ainsi que pour le déclenchement de la Glorieuse Révolution, le 1^{er} novembre 2025. Le directeur du logement avait présenté l'état d'avancement des différents types de logements devant être distribués soit un total de 11.144 unités, lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya sous la supervision de l'ex-wali d'Oran, Samir Chibani.

Avec la dernière attribution de plus de 900 logements répartis entre plusieurs communes, la wilaya d'Oran a tenu son pari de distribuer plus de 11.000 unités toutes formules confondues durant l'année 2025. En effet, durant les deux derniers mois de l'année écoulée, la wilaya d'Oran a procédé à la distribution des clés de plus de 900 logements sociaux au profit de bénéficiaires issus de plusieurs communes de la wilaya. Ces attributions qui s'inscrivent dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire pour l'année 2025, ont ciblé plusieurs sites. La commune d'Oued Tlélat a accueilli une part importante de cette opération, notamment au niveau du site des 2.000 logements où 380 logements ont été attribués. Sur ce total, 180 logements au profit des bénéficiaires de la commune d'El Braya, 100 logements pour la commune



de Tafraoui, 100 logements destinés à la commune de Boufatis. Dans le même cadre, 100 logements publics locatifs ont également été attribués dans la commune d'El Ançor, relevant de la daïra d'Aïn El Turck.

La plus importante opération de remise de clés a toutefois concerné la commune d'Oued Tlélat, avec l'attribution directe de 441 logements sociaux au profit de ses habitants. En effet, un total de plus de 11.144 logements ont été attribués à Oran depuis le début de l'année (2025), avec des distributions importantes lors des fêtes nationales (juillet et novembre), dont des milliers de logements publics locatifs (LPL) et des programmes comme AADL, pour répondre à la demande urgente et réduire l'habitat précaire. Ces attributions s'inscrivent dans un vaste plan de relogement et de modernisation de la ville d'Oran, financé par l'État, visant à satisfaire une demande pressante et à améliorer les conditions de vie. Depuis le début de 2025, Oran a connu une activité de distribution

de logements significative, avec des chiffres variant selon les sources et les périodes, incluant plus de 11.000 unités annoncées en mars, des opérations en mai et juillet, et une grande cérémonie en octobre 2025 marquant la distribution de plus de 2.000 logements (LPL et LPA) et des annonces pour des milliers d'autres. Au total, plus de 7.400 logements toutes formules confondues avaient déjà été distribués jusqu'en juillet, et des projections mentionnent des distributions massives pour achever le programme 2025, avec des plans pour des dizaines de milliers d'unités à terme sur l'année. Par ailleurs, avant sa nomination à la tête d'une autre wilaya, l'ex-wali d'Oran a donné des instructions fermes aux chefs de daïra d'Oued Tlélat et Boutléis afin d'accélérer les procédures de distribution des logements achevés. Ces directives concernent notamment la finalisation des listes définitives des bénéficiaires, la publication transparente des résultats et l'organisation rapide du tirage au sort.

Protection civile Sensibilisation aux risques des réseaux sociaux et leurs impacts professionnels

Dans le cadre de l'application des recommandations de la direction générale de la protection civile, une action de sensibilisation a été organisée lundi au profit des nouveaux stagiaires. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique visant à renforcer la vigilance numérique et à encadrer l'usage des outils digitaux au sein de l'institution. Cette rencontre a permis d'aborder les dangers liés à une utilisation inappropriée d'internet et des différents réseaux sociaux. Les intervenants ont insisté sur les conséquences que peuvent entraîner certaines publications ou partages de contenus, notamment

lorsqu'ils portent atteinte à la confidentialité des informations professionnelles ou à l'image de l'institution. Il a été rappelé que tout comportement numérique inadapté peut avoir des répercussions sérieuses sur le parcours professionnel de l'agent concerné. Les participants ont également été sensibilisés aux dimensions éthiques et morales liées à la présence en ligne.

En tant que membres d'un corps constitué à caractère humanitaire et sensible, les agents de la protection civile sont tenus d'adopter une conduite exemplaire, aussi bien sur le terrain que dans l'es-

pace virtuel. Leur statut implique responsabilité, discrétion et respect des valeurs de la profession. À travers cette démarche, la protection civile de la wilaya d'Oran entend promouvoir une culture d'utilisation responsable des réseaux sociaux, préserver la crédibilité de l'institution et consolider la confiance des citoyens. Cette campagne s'inscrit ainsi dans les efforts continus visant à développer un esprit professionnel conscient des enjeux numériques et capable de faire face aux risques liés au monde virtuel avec maturité et discernement.

J.Boukraa

Agression violente et vol de bijoux à Belgaïd Un réseau criminel démantelé

Suite à la diffusion de vidéos sur les réseaux sociaux montrant l'agression d'un individu par un groupe de personnes armées d'armes blanches, accompagnée du vol d'une quantité de bijoux, les services de la sûreté de wilaya d'Oran ont immédiatement réagi afin d'élucider les faits et d'identifier les auteurs. La brigade de recherche et d'intervention relevant de la Sûreté de wilaya d'Oran a engagé des investigations approfondies sous la supervision du parquet territorialement compétent.

L'exploitation des images issues du centre wilayal de vidéosurveillance a permis d'identifier le véhicule utilisé lors de la fuite, ainsi que de déterminer l'identité des suspects et leur destination.

Grâce à un travail d'enquête minutieux et coordonné, les mis en cause ont été interpellés successivement. L'opération a permis la récupération de deux véhicules ayant servi à la commission du vol, ainsi que d'une motocyclette que les suspects avaient incendiée dans le but d'effacer les traces et d'en-

traver l'enquête. Les services de police ont également saisi une partie des bijoux dérobés, ainsi qu'une somme d'argent estimée à 24 millions de centimes en monnaie nationale et 330 euros en devise étrangère, provenant des produits de la vente des objets volés. À l'issue des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucène qui a décidé des suites judiciaires à donner à cette affaire.

J. B.

Pour optimiser la prise en charge des AVC Installation d'une commission wilayale opérationnelle

J. Boukraa

Une commission de wilaya opérationnelle dédiée à la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux (AVC) sera prochainement mise en place à Oran, avec pour objectif d'assurer une organisation structurée, coordonnée et efficace du parcours de soins.

Cette décision a été prise lors d'une réunion tenue au siège de la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran, sous la supervision du directeur de la santé et de la population de la wilaya d'Oran, M. Kassi Abdellah, en présence d'un panel de professeurs, médecins spécialistes et responsables sanitaires représentant plusieurs établissements hospitaliers de la wilaya. Les services du SAMU et du SMUR ont également pris part aux travaux, soulignant le rôle déterminant du dispositif pré-hospitalier dans la rapidité d'intervention face aux AVC.

Dans son intervention, le directeur de la santé a affirmé que cette démarche repose sur un principe clair : « Travailler ensemble, agir en équipe ». Il a rappelé que la mise en place d'un registre wilayal des AVC, ayant permis d'établir un profil épidémiologique précis de la wilaya, constitue la première pierre de cette stratégie.

La commission wilayale opérationnelle représente désormais la phase d'action concrète, visant à instaurer un circuit thérapeutique défini et harmonisé à l'échelle locale. Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'unifier le circuit de transfert des patients entre les différentes struc-

tures hospitalières afin de réduire les délais de prise en charge, facteur crucial dans le traitement des AVC. Les participants ont également insisté sur le renforcement de la coordination entre les spécialités médicales et sur la couverture des besoins en disciplines essentielles telles que la cardiologie et la radiologie.

L'intégration renforcée du secteur d'intervention pré-hospitalière, à travers le SAMU et le SMUR, ainsi que le développement du parc ambulancier ont été identifiés comme des priorités majeures. La création d'un tableau de bord wilayal pour assurer une coordination en temps réel des interventions a également été proposée, dans une optique d'efficacité et de suivi permanent. Par ailleurs, l'accent a été mis sur la formation continue des médecins généralistes et du personnel paramédical à travers des sessions théoriques et pratiques, afin d'améliorer le diagnostic précoce et l'orientation rapide des patients. L'implication du secteur privé dans le dispositif global de prise en charge a également été évoquée, avec la désignation de coordinateurs chargés d'assurer une meilleure synergie entre les différents acteurs de santé.

À travers la mise en place de cette commission de wilaya opérationnelle, les autorités sanitaires d'Oran ambitionnent de renforcer la qualité et la rapidité de la prise en charge des AVC, tout en développant des actions de sensibilisation destinées au grand public afin de mieux faire connaître les signes d'alerte et l'importance d'une intervention immédiate.

Office national de la culture (ONCI) Un programme artistique pour animer les soirées de Ramadhan

L'Office national de la culture et de l'information (ONCI) d'Oran a élaboré un programme artistique riche et varié à l'occasion du mois de Ramadhan, placé sous le slogan : « Les nuits du Ramadhan: effluves de l'art et esprit du patrimoine », a-t-on appris auprès de cet établissement culturel. Ce programme, qui débutera le 26 février, vise à animer les nuits du Ramadhan à travers l'organisation de soirées artistiques, mettant en valeur la diversité et la richesse du patrimoine musical algérien, en harmonie avec la spiritualité du mois sacré.

Il proposera des prestations mêlant authenticité du patrimoine et créativité artistique, a indiqué à l'APS la directrice régionale de l'Office, Mme Benzerdjeb Nabila. Ces soirées se tiendront à la salle «Maghreb» au centre-ville d'Oran, et verront la participation d'artistes de renom représentant différents genres musicaux traditionnels, notamment le chaâbi, la musique andalouse, le malouf et les chants religieux (inchad). Des troupes musicales issues de différentes wilayas du

pays seront également présentes, telles que «DRP», «Zyriab», «Nassim El-Afrah», ainsi que les associations «Nassim El Andalouse», «Dar El-Fen» et «Ennahda».

La soirée d'ouverture sera animée par le grand chanteur de chaâbi Abdelkader Chaou et l'interprète de musique andalouse Leïla Borsali. D'autres artistes participeront aux soirées dont Meriem Ben Allal, Sabria Bouadjaj, Abbas Righi et Manal Gharbi. Ces soirées se poursuivront jusqu'au 13 mars prochain, indique-t-on. Le public oranais et les amateurs de chanson arabe engagée auront également rendez-vous avec l'artiste libanais Marcel Khalifa, lors de la soirée du 4 mars. Un One man show sera aussi présenté, le 7 mars, par l'artiste Mohamed Khassani, a fait savoir la même source. Les organisateurs offrent, cette année, la possibilité d'acheter les billets à distance via la plateforme électronique de l'Office «www.onci.dz», afin de faciliter l'accès et d'encourager la participation aux activités culturelles et artistiques.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

07 ramadhan 1447

El Fedjr 06h16	Dohr 13h16	Assar 16h28	Maghreb 18h58	Icha 20h15
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Football - CAN-féminine 2026
28 joueuses convoquées
pour le dernier stage de préparation



La sélection algérienne féminine de football effectue un dernier stage du 24 février au 7 mars prochain, pour apporter les derniers réglages à sa préparation en prévision de la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations féminine (CAN-2026), prévue du 17 mars au 3 avril, a-t-on appris lundi auprès de la fédération.

Son regroupement a débuté hier mardi 24 février, au Centre Technique National de Sidi-Moussa. Il sera entrecoupé par une escapade d'une semaine en Egypte (26 fév - 4 mars), pour y disputer deux matchs amicaux contre la sélection du pays hôte, a-t-on ajouté de même source.

A leur retour au pays, les vingt-huit joueuses convoquées par le sélectionneur national Farid Benstiti regagneront directement le CTN de Sidi-Moussa, pour les trois derniers jours

de préparation, soit jusque au 7 mars.

La sélection nationale entamera sa phase finale de Coupe d'Afrique le 17 mars prochain, face à son homologue sénégalaise dans le cadre de la première journée du Groupe (A).

La sélection nationale avait validé son billet pour cette CAN-2026 après sa victoire en aller et retour face au Cameroun (2-1) à Oran et (1-0) à Douala en octobre dernier.

Les Algériennes avaient atteint le deuxième et dernier tour qualificatif, en dominant en février 2025 le Soudan du Sud, dans les deux manches : 5-0 (aller) et 3-0 (retour).

L'équipe algérienne prendra part pour la 7e fois de son histoire à la phase finale de la CAN, et la deuxième fois de rang, après celle de 2024, qui a vu les joueuses du coach national, Farid Benstiti, réaliser une performance historique, en atteignant les

quarts de finale, avant de s'incliner devant le Ghana (0-0, aux t.a.b : 2-4). Les 16 équipes qualifiées à la CAN 2026 ont été réparties en quatre groupes de quatre équipes (Groupes A, B, C et D). A l'issue de la phase de groupes, les deux premières équipes de chaque groupe se qualifieront pour la phase à élimination directe, comprenant : les quarts de finale, les demi-finales, le match de classement pour la troisième place, la finale, ainsi que les barrages qualificatifs pour la Coupe du Monde Féminine de la FIFA Brésil 2027.

Liste des joueuses
convoquées :

Ngazi (O. Marseille/France), Benabdallah (CF Akbou), Benaïssa (FC Fleury/France), Abadou (FC Sion/Suisse), Abdeslem (JF Khroub), Adjabi (Le Havre AC/France), Alouache (CF Akbou), Belkhiter (AS Saint-Etienne/France), Belloumou (West Ham/ Angleterre), Bendris (AS Cannes/France), Bethi (FC Nantes/France), Boussaha (Al-Ittihad/Arabie saoudite), Boutaleb (AJ Auxerre/France), Bouzid (Evian Thonon G/France), D'Oria (Le Mans FC/France), Daoui (CS Constantine), Guelati (RC Lens/France), Hamideche (Besiktas/Turquie), Ikène (US St Malo), Jacob Zouaoui (FC Metz/France), Khezami (O. Marseille/France), Khiri (Yverdon-Sport FC/Suisse), Naili (AS Cannes/France), Ould Braham (Trabzonspor/Turquie), Ournani (CF Akbou), Sidi Moussa (FC Fleury/France), Smaâli (RC Lens), Taleb Muller (FC Sion/ Suisse).

L'Assemblée Générale Ordinaire
de la FAF le 11 avril

La Fédération algérienne de football (FAF), tiendra son assemblée générale ordinaire le 11 avril prochain, a annoncé mardi l'instance fédérale sur son site officiel.

"Conformément aux dispositions des statuts de la Fédération algérienne de football (FAF), notamment l'article 32, le président de l'instance a informé l'ensemble des membres statutaires que l'Assemblée Générale

Ordinaire se tiendra le samedi 11 avril 2026 à Alger", indique la FAF dans un communiqué.

En application de l'article 32.4 des statuts, la convocation officielle, accompagnée de l'ordre du jour, du rapport moral et financier annuel ainsi que du rapport du commissaire aux comptes, sera adressée à tous les membres au moins dix (10) jours avant la date

prévue de l'Assemblée, ajoute la même source.

Pour rappel, la Fédération algérienne de football est présidée par Walid Sadi depuis septembre 2023. Il avait été réélu pour un nouveau mandat de quatre ans (2025-2029), lors de l'Assemblée générale extraordinaire électorale tenue le 25 février 2025 au Cercle national de l'Armée de Beni-Messous (Alger).

Olympique Akbou
Amar Guerbi entraîneur principal
jusqu'à la fin de la saison

La direction de l'Olympique Akbou a annoncé mardi, avoir conclu un accord avec Amar Guerbi pour occuper le poste d'entraîneur principal de l'équipe première jusqu'à la fin de la saison, selon un communiqué publié par le club de Ligue 1 Mobilis sur ses réseaux sociaux.

M. Amar Guerbi, qui assurait l'intérim ces dernières semaines, a été confirmé dans ses fonctions après avoir dirigé l'équipe avec « sérieux et engagement », précise la même source.

La direction du club affirme lui ac-

corder « une confiance totale » pour poursuivre sa mission et continuer à défendre les ambitions de l'Olympique Akbou jusqu'au terme de l'exercice en cours.

Aucune précision supplémentaire n'a été donnée concernant les objectifs fixés ni la composition du staff technique qui accompagnera le nouvel entraîneur principal.

Pour rappel, L'Olympique Akbou, avait annoncé le 30 janvier dernier, la nomination du technicien Amar Guerbi, en tant qu'entraîneur par intérim, jusqu'à la fin de la saison

2025-2026, en remplacement de l'entraîneur Lotfi Amrouche limogé, en raison d'une « régression dans les résultats techniques » au cours des dernières semaines.

Sous la conduite de Guerbi, l'Olympique Akbou a réussi deux victoires de rang contre respectivement le MC Oran (1-0) en déplacement, et face au Paradou AC (4-3) à domicile. Après 20 journées de compétition, l'O. Akbou occupe la 4e place au classement de Ligue 1 Mobilis avec 29 points et compte deux matchs en moins.

USM El Harrach
Rebbah élu nouveau président

Salim Rebbah a été élu nouveau président du club amateur de l'USM El Harrach, lors des travaux de l'assemblée générale électorale tenue lundi soir, dans une ambiance organisationnelle rigoureuse et transparente, selon un communiqué du club évoluant en Ligue 2 de football amateur (groupe Centre-Ouest).

Candidat unique à la présidence, Rebbah a obtenu la confiance de l'ensemble des 27 membres présents de l'assemblée générale électorale, « reflétant un esprit de consensus et la

volonté d'ouvrir une nouvelle page au sein de la maison harrachie », précise le club algérois dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux.

Rebbah succède à l'ancien président, Touahria Sofiane, qui avait démissionné de son poste le 24 octobre 2025.

A l'issue de son élection, Rebbah a exprimé sa « fierté pour la confiance placée en lui et a appelé toute la famille de l'USM El Harrach à se mobiliser autour de son équipe durant la prochaine période, et à œuvrer

dans un esprit d'unité pour servir les intérêts du club et lui permettre de retrouver la place qu'il mérite », ajoute la même source.

Pour rappel, l'USM El Harrach (44 points) occupe la deuxième place au classement de la Ligue 2 amateur (groupe Centre-Ouest), à six longueurs du leader, la JS El Biar (50 points), avant le sommet attendu entre les deux équipes, prévu samedi prochain à El Biar, à huis clos, pour le compte de la 21e journée de la compétition.

Basket / Super-Division
Les résultats complets
et classement

Résultats complets et classement à l'issue de la 24e journée du Championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division (messieurs), disputée samedi et lundi soir :

Samedi :			
CR Béni Saf - USM Alger	55-67		
CSC Djisr Kasantina - M Ouled Chebel	64-62		
NA Hussein-Dey - NB Staouéli	81-90		
Rouiba CB - US Sétif	70-59		
USM Blida - CS Tlemcen	59-53		
TRA Draria - WO Boufarik	71-77		
Lundi :			
CRB Dar Beida - MC Alger	58-68		
Classement :			
	Pts		J
1-..... NB Staouéli	43		24
2-..... CS Tlemcen	40		24
-..... WO Boufarik	40		24
4-..... Rouiba CB	39		24
-..... MC Alger	39		24
6-..... USM Alger	38		24
-..... USM Blida	38		24
-..... CR Béni Saf	38		24
9-..... CSC Djisr Kasantina	36		24
10-..... CRB Dar El-Beida	34		24
11-..... TRA Draria	32		24
12-..... US Sétif	31		24
13-..... NA Hussein-Dey	29		24
14-..... M Ouled Chebel	28		24

Boxe
Un nouveau
combat entre
les légendes Mayweather
et Pacquiao
en septembre



L'Américain Floyd Mayweather et le Philippin Manny Pacquiao, deux légendes de la boxe, s'affronteront de nouveau lors d'un combat professionnel le 19 septembre à Las Vegas, annonce le futur diffuseur Netflix lundi. Mayweather (48 ans), avait annoncé vendredi sortir de sa retraite tandis que Pacquiao (47 ans) était revenu sur les rings l'an passé. Les deux anciens multiples champions du monde s'étaient affrontés en mai 2015, déjà à Las Vegas, pour un succès de l'Américain, resté vaincu toute sa carrière.

« Floyd et moi avons offert au monde ce qui reste comme le plus grand combat de l'histoire de la boxe. Les fans ont attendu assez longtemps, ils méritent cette revanche », a déclaré Pacquiao,

cité dans un communiqué.

Deux des plus grands noms de l'histoire du noble art, Mayweather et Pacquiao s'étaient affrontés en 2015 lors du « combat du siècle », qui avait généré des recettes record, sans que le spectacle sportif ne soit à la hauteur.

Mayweather (50 combats et autant de victoires), qui va fêter mardi ses 49 ans, avait pris sa retraite en 2017 et multiplié depuis les exhibitions. Il a notamment prévu au printemps 2026 un combat non professionnel contre une autre légende de la boxe, son compatriote Mike Tyson. Pacquiao (62 victoires, 8 défaites, 3 nuls) est lui revenu sur les rings pour un combat professionnel en juillet dernier à 46 ans, pour un match nul face à l'Américain Mario Barrios.

Commerce**Les nouveaux droits de douane mondiaux voulus par Trump entrent en vigueur**

Annoncés dans la foulée du camouflet infligé vendredi par la Cour suprême, les nouveaux droits de douane mondiaux de 10% voulus par le président américain Donald Trump, qui a menacé de les faire passer à 15%, sont entrés en vigueur mardi. Cette nouvelle surtaxe, dont le décret avait été signé dès vendredi, vise à remplacer les droits de douane indiscriminés existants jusqu'ici ainsi que ceux prévus par les différents accords commerciaux signés depuis leur entrée en vigueur avec la plupart des gros partenaires du pays.

Elle ne remplace pas, en revanche, les droits de douane dits sectoriels, allant de 10% à 50% sur un certain nombre de secteurs d'activité, tels que le cuivre, l'automobile ou le bois de construction, qui n'étaient pas concernés par la décision vendredi de la haute juridiction d'invalidier une bonne partie des surtaxes imposées par le dirigeant républicain depuis son retour au pouvoir. Elle ne s'applique pas non plus aux produits canadiens et mexicains importés aux Etats-Unis dans le cadre du traité nord-américain de libre-échange (ACEUM).

Les services douaniers ont annoncé que la collecte des droits de douane retoqués par la Cour suprême ne sera plus effective à compter de mardi à minuit heure de Washington (05H00 GMT), au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle surtaxe. Ils ont par ailleurs affirmé qu'ils collecteront les nouveaux droits de douane de 10% dès cet instant.

Pour ce nouveau taux, le président américain a pris pour base légale une loi de 1974 lui permettant

de rééquilibrer les échanges entre les Etats-Unis et leurs partenaires économiques dès lors qu'un déséquilibre marqué de la balance des paiements est démontré. Ces droits de douane devraient porter à 13,7% le taux effectif moyen appliqué aux produits entrants aux Etats-Unis, contre 16% avant la décision de la Cour suprême, selon le Budget Lab de l'Université Yale. Au bout de 150 jours, le gouvernement devra toutefois obtenir un vote du Congrès s'il veut maintenir ces droits de douane sur la durée. Samedi, Donald Trump avait affirmé qu'il comptait faire passer les droits de douane à 15%, une décision fondée, avait-il alors expliqué, sur «un examen approfondi» de la décision de la juridiction suprême américaine, qu'il a jugé une nouvelle fois «ridicule» et «extraordinairement anti-américaine».

Il n'a toutefois pour l'heure pas pris de décret en ce sens.

AUTRES LIMITES

Le décret sur les droits de 10% court jusqu'au 24 juillet, soit à peine plus de trois mois avant les élections de mi-mandat de novembre. Celles-ci pourraient voir les démocrates reprendre le contrôle de la Chambre des représentants au Congrès. Ces droits de douane ne sont possibles qu'en cas de grave déséquilibre de la balance des paiements, qui regroupe l'ensemble des mouvements financiers entre deux pays, soit les échanges commerciaux mais aussi les flux financiers ou les investissements croisés, notamment.

Ainsi, si le déficit commercial américain, concernant les biens,



avec l'Union européenne s'est élevé à 236 milliards de dollars (200 milliards d'euros) en 2024, selon les données du représentant au Commerce de la Maison Blanche (USTR), le déficit de la balance des paiements n'était que d'environ 70 milliards d'euros (82,5 milliards de dollars), selon la Commission européenne. Les droits de douane retoqués vendredi par la Cour suprême des Etats-Unis s'appuyaient sur un texte de 1977 (l'IEEPA) autorisant l'exécutif à agir dans le domaine économique sans aval préalable du Congrès en cas d'urgence éco-

nomique», laquelle n'a pas été démontrée selon les magistrats.

Les droits de douane concernés ont dépassé 130 milliards de dollars en 2025, selon des analystes. Cette décision ouvre la voie à de possibles remboursements des surtaxes déjà payées par les entreprises. Le groupe de livraison de colis FedEx a porté plainte dès lundi contre le gouvernement. Annoncés en avril, les nouveaux droits de douane visaient les pays avec lesquels les Etats-Unis affichaient un déficit commercial dans les échanges de biens, le président américain les

voyant comme un outil pour les rééquilibrer.

L'objectif de Donald Trump était aussi de fournir des ressources supplémentaires à l'Etat fédéral pour compenser des baisses d'impôts. Il était cependant en partie revenu en arrière en ajoutant des exceptions pour un certain nombre de produits, en particulier ceux qui ne peuvent pas être fabriqués ou cultivés aux Etats-Unis. Ces surtaxes avaient également servi de base de négociations pour la signature d'accords commerciaux avec les principaux partenaires de Washington.

Chine**La Chine vise des entreprises japonaises accusées de contribuer à la «remilitarisation»**

La Chine va sévir contre 40 entreprises et organismes nippons qu'elle accuse de participer à la «remilitarisation» du Japon, dans une nouvelle escalade des tensions bilatérales après un durcissement des contrôles commerciaux et un plongeon du tourisme. Les rapports historiquement délicats entre les deux voisins se sont tendus depuis que la Première ministre nationaliste japonaise Sanae Takaichi a suggéré en novembre que Tokyo pourrait intervenir militairement en cas d'attaque contre Taïwan, île dont Pékin revendique la souveraineté. Signalant un nouveau durcissement, le ministère chinois du Commerce a annoncé mardi d'une part interdire l'exportation de biens et technologies à potentiel double usage civil et militaire vers 20 sociétés et organismes accusées de «participer au renforcement des capacités militaires du Japon», dont des filiales de Mitsubishi.

Concrètement, cette interdiction de la

Chine s'applique aux entreprises basées sur son sol, mais prohibe aussi à toute organisation basée à l'étranger de fournir aux entités japonaises de tels biens fabriqués en Chine. Sont ainsi notamment visés le constructeur naval Japan Marine United, Mitsubishi Heavy Industries Aero Engines (moteurs aéronautiques), Kawasaki Heavy (avions de combat), IHI Aero Space (missiles) et l'agence spatiale japonaise (opératrice de fusées).

Parallèlement, Pékin ajoute 20 entreprises et organismes, dont Subaru Corporation (aéronautique) et Fuji Aerospace Technology, à une «liste de surveillance», obligeant à un examen plus strict des exportations. «Ces mesures visent à contrer les tentatives de remilitarisation et les ambitions nucléaires du Japon. Elles sont totalement légitimes, raisonnables et légales», indique un porte-parole du ministère. Un responsable du ministère japonais du Commerce a affirmé à

l'AFP que ce dernier étudiait «attentivement les détails de l'annonce» et prendrait les «mesures appropriées».

«PRÉSERVER LA SÉCURITÉ»

Furieux des déclarations de Mme Takaichi sur Taïwan, Pékin avait déconseillé à ses ressortissants les voyages au Japon, faisant dégringoler le nombre de visiteurs chinois dans l'archipel de 60% sur un an en janvier, avant de durcir ses contrôles commerciaux en menaçant les acheminements de terres rares. «La Chine a d'abord réagi par des contre-mesures relativement modérées, mais comme Takaichi et son gouvernement n'ont montré aucun signe de changement de position, Pékin durcit ses mesures», indique à l'AFP Noriyuki Kawamura, de l'Université des études étrangères de Nagoya. Les entreprises japonaises spécialisées dans le commerce avec la Chine rencontrent déjà des difficultés en raison de retards dans l'obtention des autorisations, et désormais, «on peut s'attendre à un durcissement accru des procédures», ajoute M. Kawamura, prédisant «un coup dur pour les firmes concernées». L'interdiction d'exporter biens et technologies à double usage a été prise «afin de préserver la sécurité et les intérêts nationaux et de remplir les obligations internationales en matière de non-prolifération», a justifié le ministère chinois. Ces sanctions «n'affectent pas les échanges économiques et commerciaux normaux. Les entités japonaises de bonne foi et respectueuses des lois n'ont absolument aucune raison de s'inquiéter», a-t-

il assuré. L'annonce a néanmoins fait dégringoler mardi à la Bourse de Tokyo les poids lourds de l'industrie de défense: Kawasaki Heavy a plongé de près de 5% en séance, Mitsubishi Heavy Industries de 4% et IHI de presque 7%.

«FANTÔMES DU MILITARISME»

En poste depuis octobre, Mme Takaichi avait également annoncé à l'automne vouloir accélérer le gonflement des dépenses militaires du pays, afin que celles-ci atteignent, avec deux ans d'avance, l'objectif de 2% du Produit intérieur brut (PIB). Sans évoquer directement la mesure chinoise, la dirigeante a défendu mardi devant le Parlement le renforcement des capacités japonaises de défense, selon elle «essentiel pour protéger la vie et la tranquillité des citoyens» et constituant «le strict minimum nécessaire à l'autodéfense» du pays. Tokyo «reste ouverte à diverses formes de dialogue avec la Chine», a-t-elle ajouté. Sanae Takaichi est d'autant plus critiquée par Pékin qu'elle était connue avant sa nomination l'an dernier pour ses visites régulières au sanctuaire de Yasukuni à Tokyo. Ce lieu honore entre autres des criminels de guerre et est considéré par nombre de pays asiatiques comme un symbole du passé militariste du Japon - responsable d'atrocités en Asie et en Chine dans les années 1930-1940. Courant février durant la Conférence de Munich sur la sécurité, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, avait affirmé que «les fantômes du militarisme» nippon n'avaient «pas disparu».

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME DE LA VILLE
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION
IMMOBILIERE DE LA WILAYA DE MASCARA.
N° Identification Fiscale 099829066206233

2^{ème} AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° : 15/2026

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Mascara sise à Rue Sidi Kada Belmokhtar Zone 8- Wilaya de Mascara, lance 2^{ème} avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour le Projet du Cahier des Charges Portant l'achèvement de la réalisation des 20 Logements publics Locatifs à BOUHENNI avec VRD programme année 2023 En lot unique (type F3).

ELIGIBILITE DES CANDIDATS ET GROUPEMENT

Le présent avis d'appel d'offre s'adresse aux entreprises et groupement d'entreprise publiques et privées physiques ou morales, de droit algérien, remplissant les conditions d'éligibilité suivantes peuvent soumissionner :

✓ **Capacité professionnelles :**

Les entreprises ou groupement d'entreprises disposant de la catégorie une (I) ou plus : activités principales ou secondaires (bâtiment)

✓ **Capacité financières :**

Ayant un chiffre d'affaires moyen des trois meilleurs des 05 dernière années égale ou supérieure à 4.000.000,00 DA ou ayant déjà réalisé au moins un projet classé à la catégorie «A» Justifié par les bilans financiers visés par les services des impôts ou attestation de références professionnelles établis et signée par des maîtres d'ouvrage publics .

Le montant minimum du chiffre d'affaires, le nombre de bilans et l'absence de références similaires ne doivent pas être des motifs pour rejeter les candidatures des petites et moyennes entreprises, et les entreprises nouvellement créées, sauf si l'objet et la nature du marché l'exigent.

Les offres, accompagnées obligatoirement des pièces et documents et en cours de validité, tels qu'exigé par le cahier des charges, (Instructions aux soumissionnaires) doivent être présentées dans trois (03) enveloppes distinctes :

- Une 1^{ère} enveloppe pour le dossier de candidature avec l'ensemble des documents exigés dans le présent cahier des charges - Instructions aux soumissionnaires.
- Une 2^{ème} enveloppe pour « l'offre technique » : avec l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.
- Une 3^{ème} enveloppe pour « l'offre financière » : avec l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.

NB : les soumissionnaires peuvent examiner et retirer le cahier des charges gratuitement du site agréé par le ministère des finances.

www.marchés-publics.gov.dz

A MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERALE DE L'OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE MASCARA

« SOUMISSION A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

2^{ème} AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° :15/2026

Projet de Cahier des Charges Portant l'achèvement de la réalisation des 20 Logements publics Locatifs à BOUHENNI avec VRD programme Année 2023 En lot unique (type F3).

La date de dépôt des offres est fixée au 10^{ème} jour avant 13 heure, à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

L'ouverture des plis est prévue le même jour de dépôt des offres à 13 heures. Cet avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires d'y assister.

Si la date de dépôt et d'ouverture des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de Week-end celle-ci est reportée au jour ouvrable suivant aux mêmes horaires auprès du siège de la direction de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Mascara.

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant la période de préparation des offres augmentée de quatre-vingt dix jours(90).

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2631003162 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE COLLECTIVITE LOCALE ET AMENAGEMENT URBAIN
WILAYA DE SIDI BEL ABBES
DATRA DE BEN BADIS
COMMUNE DE BEN BADIS
N° : 15/2026

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire APRES ANNULATION

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et l'article 36 et 39 de la loi 23/12 du 05/08/2023 portant règlementation général des marchés public, le président de l'assemblée populaire communale de la commune de Ben Badis informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimales en date de 03/12/2025 au journal **بؤلا** en langue arabe et en date du 03/12/2025 au journal **LE** quotidien d'Oran en langue française pour le projet suivant :

* A CQUISITION DES DENREES ALIMENTAIRES AU PROFIT DES CANTINES SCOLAIRES DE LA COMMUNE DE BEN BADIS ANNE BUDGETAIRE 2026.

Le P/APC à décider informe l'ensemble des soumissionnaires que l'attribution provisoire après annulation comme suite :

N°	L'entreprise	Intitule Du projet	Montant De l'offre En TTC (DA)	Montant corrigé En TTC (DA)	Délai De réalisation	Note technique	NIF	OBS
01	BOUTERFAS MOHAMMED RAMZI	A CQUISITION DES DENREES ALIMENTAIRES AU PROFIT DES CANTINES SCOLAIRES DE LA COMMUNE DE BEN BADIS ANNE BUDGETAIRE 2026	MINIMUM 19.899.310.00	MINIMUM 19.899.310.00	DEUX HEURES	75 POINTS	10031011880219000000	Offre qualifiée techniquement Et Moins Disant
			MAXIMUM 25.476.643.00	MAXIMUM 25.476.643.00				

Tout soumissionnaires contestant le choix opéré par la commission des marchés peut introduire un recours dans les dix (10) jours à partir de la première parution du présent de l'Avis de correction de l'attribution provisoire dans les journaux quotidiens et BOMOP suit à l'article N° 82 au décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Aussi tous les soumissionnaire ont le droit de voir leur résultat d'évaluation de leur offre dans un délai de (03) jours à compter de la date de la première parution du présent de l'Avis de l'attribution provisoire après annulation dans les journaux quotidiens.

FAIT A BEN BADIS LE
 LE PRESIDENT DE L'A.P.C

ANEP N° 2631003198 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE RELIZANE
SERVICE DE LA CONDUITE ET DE
SUIVI DES OPERATIONS DE REALISATION
N°...333.../DEP/2026
N°...055.../SCSOR/2026

MISE EN DEMEURE N°01

L'entreprise **HATTAB BENATIA** titulaire du Convention N°1243/2025 du 09/09/2025 relatif à LOT N°19: aménagement salle de sport au lycée **AHMED BOUSHABA** commune d'OUED ESSLAM est mise en demeure de démarrer les travaux, de respecter les clauses de la convention et de renforcer le chantier en moyens humains et matériels dans un délai de 48 heures.

Faute de quoi, des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur, seront prises à l'encontre de l'entreprise.

ANEP N° 2631003045 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026



ANURB
 Agence Nationale de l'Urbanisme - ANURB

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
 Agence Nationale de l'Urbanisme - ANURB -
 Centre d'Etudes et de Réalisation en Urbanisme - URBOR -
 مركز الدراسات والاعمال الحضرية
 E.P.E S.P.A au capital social 385.000.000 D.A



NIF : 000031010478742

Oran LE 20/02/2026.....

AVIS D'INFRICUOSITE

En application des dispositions de la procédure d'achat et de passation des marchés applicables à l'EPE-SPA URBOR, le Centre d'Etudes et de Réalisation en Urbanisme, déclare l'infricuosité de l'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°01/2026 lancée en date du 20/01/2026 portant achat de 10 véhicules touristiques pour le centre d'études et de réalisation en urbanisme - URBOR au motif Ci-après : Aucune offre n'est réceptionnée.

LE DIRECTEUR GENERAL

Adresse : 124, avenue Aspirant Hammou Mokhtar -Oran-
 Tél : 041.85.01.81 Fax : 041.85.03.85 Email : contact@urbor.dz
 R.C : 31/00-0104787 800 Compte Bancaire N°: 00 400 402 403 733 280 167
 Site web : www.urbor.com



ANEP N° 2631100161 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026

Inflation, emplois menacés, transport limité Le quotidien des Cubains sans carburant

Coupures de courant prolongées, transport limité, emplois menacés et prix à la hausse : la crise énergétique pèse sur le quotidien des habitants à Cuba, où l'état des réserves de carburant reste la grande inconnue.

TRANSPORT LIMITÉ

Sur l'île de 9,6 millions d'habitants, la vente de diesel est désormais suspendue et celle d'essence est drastiquement rationnée. Les propriétaires d'un véhicule ont accès à 20 litres d'essence via une application gérant la répartition aux particuliers, qui peut prendre des mois. Alors que le transport public a été fortement réduit, les prix des courses des quelques taxis privés qui circulent encore à La Havane ont doublé, ainsi que ceux des triporteurs électriques qui servent de transport collectif. «Les temps sont compliqués», confie à l'AFP Yixander Diaz, un maçon de 27 ans qui vit dans un quartier périphérique de La Havane et se déplace à vélo jusqu'au centre de la capitale pour travailler, transportant outils et matériaux sur sa bicyclette. Ce chauffeur de taxi a dû «ranger la moto, la voiture et prendre le vélo» pour revenir à son ancien métier de maçon et «continuer à survivre» pour nourrir ces deux enfants.

EMPLOIS MENACÉS

Le gouvernement a assuré maintenir à 100% les salaires des employés d'Etat pendant au moins un mois après l'annonce d'un paquet de mesures, dont le télétravail et

la semaine de quatre jours, pour économiser de l'électricité et du carburant. Mais le ralentissement de l'activité économique a d'ores et déjà un impact sur les entreprises privées, les travailleurs à leur compte et les petits emplois informels.

«A tout moment, je peux me retrouver sans travail et je ne sais pas comment je vais nourrir ma famille», se désole Alexander Callejas, 49 ans, qui travaille à son compte comme gardien de voiture devant un restaurant du quartier de la Vieille Havane, où les clients venant en voiture se font plus rares. Selon une étude du cabinet de consultant cubain Auge, 96,4% des petites et moyennes entreprises privées, soit plus de 8.900 entreprises, sont touchées de façon «sévère» à «catastrophique» par la pénurie de carburant.

COUPURES D'ÉLECTRICITÉ

La production de brut à Cuba permet seulement d'assurer le fonctionnement des centrales thermiques pour la génération d'électricité. Le manque de diesel paralyse les générateurs qui complètent la production. Entre le 1er janvier et le 15 février, la disponibilité d'électricité a baissé de 20% dans le pays par rapport à 2025, année au cours de laquelle Cuba avait à peine satisfait la moitié de ses besoins, selon des chiffres officiels compilés et analysés par l'AFP. Cette baisse est cependant mitigée par une hausse importante de la production d'énergie solaire depuis début 2026, par rapport à 2025 (+42,3%), selon les

mêmes calculs. A la tombée de la nuit, assis sur le pas de sa porte, dans le quartier du Centro, à La Havane, Eduardo, qui n'a pas souhaité donner son nom, attend avec résignation que l'électricité revienne «pour pouvoir cuisiner». «On nous la coupe tous les jours», se lamente-t-il.

HAUSSE DES PRIX

La hausse du carburant et la pénurie de transports ont fait flamber les prix de produits comme l'huile dans les commerces privés, ainsi que de certaines denrées agricoles, renchérissant encore davantage l'offre disponible déjà limitée, dans un pays qui importe 80% de sa nourriture. Luis Amauri Morales, 52 ans, un vendeur ambulant de fruits et légumes, reconnaît que ces produits frais deviennent chaque jour plus chers. «La pénurie peut arriver» si la crise du carburant et la hausse du prix du pétrole se poursuivent, craint-il, alors qu'un litre de pétrole coûte 5 dollars au marché noir. Dans le quartier du Centro, Yordan Gonzalez, 20 ans, employé d'un petit kiosque qui vend des fruits et légumes, ainsi que quelques denrées importées, ressent déjà les effets de cette pénurie. «Nous commençons à travailler à neuf heures du matin et à midi nous devons déjà fermer, parce qu'il n'y a pas de marchandise» et «il n'y a pas de carburant» pour en faire venir davantage. Dans le port de Mariel, le port commercial de La Havane, les conteneurs s'accumulent face au manque de diesel pour distribuer les marchandises, selon une source du secteur à l'AFP.

TRIBUNE

Par Narendra Modi

Premier ministre de l'Inde



Façonner un avenir centré sur l'humain pour l'IA - Sommet sur l'impact de l'IA 2026

À un moment décisif de l'histoire humaine, le monde s'est réuni au Sommet sur l'impact de l'IA 2026 à New Delhi. Pour nous, en Inde, ce fut un moment de fierté et de joie immense d'accueillir des chefs d'État, des chefs de gouvernement, des délégués et des innovateurs venus du monde entier. L'Inde apporte échelle et énergie à tout ce qu'elle entreprend, et ce sommet n'a pas fait exception. Des représentants de plus de 100 nations se sont réunis. Les innovateurs ont présenté des produits et services d'IA de pointe. Des milliers de jeunes ont été vus dans les halls d'exposition, posant des questions et imaginant des possibilités. Leur curiosité a fait de ce sommet le plus grand et le plus démocratisé au monde. Je considère cela comme un moment important dans le parcours de développement de l'Inde, car un mouvement de masse pour l'innovation et l'adoption de l'IA a véritablement décollé.

L'histoire humaine a connu de nombreux bouleversements technologiques qui ont changé le cours de la civilisation. L'intelligence artificielle appartient à la même catégorie que le feu, l'écriture, l'électricité et Internet. Mais avec l'IA, des changements qui prenaient autrefois des décennies peuvent se produire en quelques semaines et affecter la planète entière. L'IA rend les machines intelligentes, mais elle est encore plus un multiplicateur de force pour l'intention humaine. Faire de l'IA une technologie centrée sur l'humain plutôt que sur la machine est essentiel. Lors de ce sommet, nous avons placé le bien-être humain au cœur de la conversation mondiale sur l'IA, selon le principe de « Sarvajana Hitaya, Sarvajana Sukhaya » (Bien-être pour tous, bonheur pour tous). J'ai toujours cru que la technologie doit servir les gens, et non l'inverse. Qu'il s'agisse des paiements numériques via UPI ou de la vaccination contre la COVID, nous avons veillé à ce que l'infrastructure publique numérique atteigne tout le monde, sans laisser personne de côté. J'ai pu constater le même esprit au sommet, dans le travail de nos innovateurs dans des domaines tels que l'agriculture, la sécurité, l'assistance aux Divyangjan et les outils pour les populations multilingues. Il existe déjà des exemples du potentiel habilitant de l'IA en Inde. Récemment, « Sarlaben », un assistant numérique alimenté par l'IA lancé par la coopérative laitière indienne AMUL, fournit des conseils en temps réel à 3,6 millions d'agricultrices laitières sur la santé et la productivité du bétail, dans leur propre langue. De même, une plateforme basée sur l'IA appelée Bharat VISTAAR fournit des informations multilingues aux agriculteurs, les autonomisant sur tout, du climat aux prix du marché.

Les humains ne doivent jamais devenir de simples points de données ou matières premières pour les machines. Au contraire, l'IA doit devenir un outil pour le bien global, ouvrant de nouvelles portes au progrès pour le Sud global. Pour traduire cette vision en action, l'Inde a présenté le cadre MANAV pour la gouvernance de l'IA centrée sur l'humain. M - Systèmes moraux et éthiques : L'IA doit être fondée sur des directives éthiques. A - Gouvernance responsable : Règles transparentes et supervision robuste. N - Souveraineté nationale : Respect des droits nationaux sur les données. A - Accessible et inclusive : L'IA ne doit pas être un monopole. V - Valide et légitime : L'IA doit respecter la loi et être vérifiable.

MANAV, qui signifie « humain », offre des principes qui ancrent l'IA dans les valeurs humaines au XXII^e siècle. La confiance est la base sur laquelle repose l'avenir de l'IA. Alors que les systèmes génératifs inondent le monde de contenu, les sociétés démocratiques sont confrontées aux risques des deepfakes et de la désinformation. Tout comme les aliments portent des étiquettes nutritionnelles, le contenu numérique doit porter des labels d'authenticité. J'exhorte la communauté mondiale à se réunir pour créer des normes partagées pour le filigrane et la vérification des sources. L'Inde a déjà pris une mesure en ce sens en exigeant légalement l'étiquetage clair du contenu généré synthétiquement. Le bien-être de nos enfants nous tient particulièrement à cœur. Les systèmes d'IA doivent être construits avec des garde-fous encourageant une utilisation responsable, guidée par la famille, reflétant le même soin que nous apportons aux systèmes éducatifs dans le monde entier. La technologie donne ses plus grands bénéfices lorsqu'elle est partagée plutôt que protégée comme un actif stratégique. Les plateformes ouvertes peuvent aider des millions de jeunes à contribuer à rendre la technologie plus sûre et plus centrée sur l'humain. Cette intelligence collective est la plus grande force de l'humanité. L'IA doit évoluer comme un bien commun mondial. Nous entrons dans une ère où humains et systèmes intelligents co-crèleront, co-travailleront et co-évolueront. De toutes nouvelles professions émergeront. Lorsque l'Internet a commencé, personne n'aurait pu imaginer les possibilités. Il a fini par créer un grand nombre de nouvelles opportunités, et l'IA fera de même. Je suis convaincu que notre jeunesse responsabilisée sera le véritable moteur de l'ère de l'IA. Nous encourageons la formation, la reconversion et l'apprentissage tout au long de la vie en menant certains des plus grands et divers programmes de formation au monde.

L'Inde abrite l'une des plus grandes populations de jeunes et de talents technologiques au monde. Avec notre capacité énergétique et notre clarté politique, nous sommes idéalement positionnés pour exploiter tout le potentiel de l'IA. Lors de ce sommet, j'ai été fier de voir les entreprises indiennes lancer des modèles et applications d'IA indigènes, reflétant la profondeur technologique de notre communauté d'innovation jeune. Pour stimuler la croissance de notre écosystème IA, nous construisons une infrastructure solide. Dans le cadre de la mission India AI, nous avons déployé des milliers de GPU et prévoyons d'en déployer davantage bientôt. En accédant à une puissance de calcul de classe mondiale à des tarifs très abordables, même les plus petites startups peuvent devenir des acteurs mondiaux. De plus, nous avons créé un Répertoire national d'IA, démocratisant l'accès aux ensembles de données et aux modèles d'IA. Des semi-conducteurs et de l'infrastructure de données aux startups dynamiques et à la recherche appliquée, nous nous concentrons sur toute la chaîne de valeur. La diversité, la démocratie et le dynamisme démographique de l'Inde offrent le climat idéal pour l'innovation inclusive. Les solutions qui réussissent en Inde peuvent servir l'humanité partout. C'est pourquoi notre invitation au monde est : concevez et développez en Inde. Livrez au monde. Livrez à l'humanité.

Erratum : Une malencontreuse erreur d'illustration s'est produite dans notre édition d'hier. Ainsi, la tribune du premier ministre indien, Narendra Modi sur l'intelligence artificielle, a été illustrée par une photo qui n'est pas celle de l'auteur. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs et des concernés. Nous reproduisons ici la tribune de M.Narendra Modi, avec sa photo

Publicité

VILLAS

■Urgent : Vds villa actée, 226 m², 2 faç., S/sol – Rdc + 1^{er}, au C/V de TERGA, à 45 min d'Oran et 5 min des plages. Prix 1,3MD nég – Possibilité en plusieurs fois - Tél : 0657.27.53.56 (whatsApp : 0033.62.08.46.445)

■Urgent : Vds villa actée, 226 m², 2 faç., S/sol – Rdc + 1^{er}, au C/V de TERGA, à 45 min d'Oran et 5 min des plages. Prix 1,3MD nég – Possibilité en plusieurs fois - Tél : 0657.27.53.56 (whatsApp : 0033.62.08.46.445)

LOCAUX

■Vends ou échange local 800 m², Plateau, contre appartement F4/F5 plus complément. Etude toutes propositions. Contacter : cabinet immobilier VICTORIA - Tél : 041.36.16.43 / 0557.87.64.93

VEHICULES

■Vends Volkswagen T. Cross, année 2022, 18.000 km, 1re main + Loue licence de café – Tél : 0670.20.31.26

TERRAINS

■Vends ou échange lot terrain 10.000 m² (1 ha). Zone d'activités, Oued Tielat contre villa entre 250 et 300 m² à Oran, plus complément. Etude toutes propositions. Contacter cabinet immobilier VICTORIA - Tél : 041.36.16.43 / 0557.87.64.93

DIVERS

■Loue licence de taxi, ville d'Oran, à prix négociable- disponible de suite. Téléphone : 0699.66.58.38

■Vends unité complète industrielle pour la fabrication du saucisson cachir, avec formation assurée, clientèle et savoir-faire, depuis 1977. Aff simple et rentable. Tél : 0549.01.59.68

■A Louer Licence de taxi, Oranville – Tél : 0697.16.26.67

PENSÉE

Cher père et grand-père BERRAK Djamel né le 25/02/1956 décédé le 12/08/2025. Aujourd'hui c'est le jour de ton anniversaire. Tu n'es plus là, tu as laissé un grand vide derrière toi personne, ne pourra combler. Ton épouse BELMIMOUNE F/Z, tes enfants Sofiane, Miloud, Hebib, Amina, Assia et Zoulikha ainsi que toute la famille BERRAK demandent, en ce mois sacré du Ramadhan, à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.



PENSÉE

A notre fils adoré OUAHRANI Mohammed Reda Et voilà un quatrième Ramadhan sans toi. Depuis le 25 février 2023 pas un jour ne passe sans que ta mère et moi n'ayons une pieuse pensée pour toi. Pas un jour ne passe sans qu'une personne qui t'a connu, ne vienne raviver ton souvenir en nous, rappelant ta bonté, ta générosité, ta gentillesse, ta sagesse, ta discrétion dont nous ne nous doutions même pas de ton vivant. Ces témoignages nous réconfortent et mettent un peu de baume dans nos cœurs malgré notre tristesse éternelle. Ta mère, ton père, ta sœur et tes frères demandons à tous ceux qui lisent cette annonce qui t'aient connu ou pas de demander à Dieu Sa Miséricorde pour ton âme pendant ces dix premiers jours de Ramadhan (ayam Errahma).



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TLEMCEEN
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
NATIONAL N°04/DSP//2026
NIF de la DSP : 09 98 13 01 91 57 904

La Direction de la Santé et de la Population lance un **avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales** pour «Étude, suivi et réhabilitation des Polycliniques assurant les urgences 24h el kiffan, chetouane et abou tachfine» pour le **Lot N°03** :

Lot N° 03 : Polyclinique assurant les urgences 24h abou tachfine

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offre peuvent retirer les cahiers des charges auprès de :

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA DE TLEMCEEN
Cité sidi Said Bouzidi Tlemcen

Condition d'éligibilité :

- Du certificat de qualification et classification activité principale bâtiment **catégorie III et plus** de l'entreprise en cours de validité
- Avoir cumulé un chiffre d'affaires **≥ 10 000 000.00 DA** des bilans fiscaux des trois dernières années 2022, 2023, 2024.
- Avoir au moins une attestation de bonne exécution d'un projet de même nature
- La réalisation de tels projets devra être prouvée par des attestations délivrées par les maîtres de l'ouvrage public.
- Seules les offres des soumissionnaires satisfaisants les conditions d'éligibilité citées ci-dessus seront analysées et évaluées.

a/ L'offre technique :

- Le présent cahier des charges dument remplie, signée et datée par le soumissionnaire portant dans la dernière page la mention manuscrite lu et accepté.
- La déclaration à souscrire dument remplie, signée et datée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint)
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif.

b/ L'offre de candidature :

- La déclaration de candidature dument remplie, signée et datée par le soumissionnaire
- Une déclaration de probité dument remplie, signée par le soumissionnaire
- Casier judiciaire datant de moins de 03 mois.
- Ses obligations fiscales, parafiscales CASNOS, CNAS, CACOBATH et envers l'organisme en charge des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment.
- Registre du commerce ou au registre de l'artisanat et des métiers, pour les artisans d'art ou détenant la carte professionnelle d'artisan
- Copie de l'attestation des comptes sociaux pour personne morale.
- Un numéro d'identification fiscale, pour les sociétés de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie.
- Statut éventuellement d'une personne morale (sociétés) et leurs modificatifs s'il y a lieu.
- Moyen matériels à utiliser dans le cadre du projet en joignant les carte grise+ polices d'assurance en cours de validité pour le matériel roulant et les factures d'achat pour le matériel non roulant (copie conformes à l'original) au nom du soumissionnaire PV d'huissier de justice, ou rapport d'expertise justice de l'année en cours.
- Liste du personnel appuyé par l'état du mouvement des salariés (ou l'attestation d'affiliation à la CNAS)
- Référence professionnelles et justifiées par les attestations délivrées par les maitre d'ouvrage public

c/offre financière :

- La lettre de soumission remplie, signée et datée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint).
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) dument remplie, signée et datée par le soumissionnaire.
- Le Devis quantitatif estimatif renseigné (DQE) dument remplie, signée et datée par le soumissionnaire.

Les Trois enveloppes sont contenues dans une seule enveloppe extérieure qui doit être anonyme et ne comporte que la mention suivante :

«Avis d'Appel d'offre National ouvert avec exigences de capacités minimales N° /2026 »

« Étude, suivi et réhabilitation des Polycliniques assurant les urgences 24h el kiffan, chetouane et abou tachfine»

Lot n° : 03

Les soumissionnaires doivent déposer leurs offres au niveau de la :

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE TLEMCEEN,
CITE SIDI SAID BOUZIDI TELMCEN

- La date de dépôt est au plus tard **21 jours** à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP, l'heure de clôture du dépôt des offres est à **12:00** heure.
- Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 Jours à compter de la date de dépôt des offres. Les entreprises soumissionnaires peuvent assister à l'ouverture des plis qui se tiendra le jour correspondant à la date de dépôt des offres à **14 h 00** au siège de la Direction de la Santé et de la Population de Tlemcen,

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631003172 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'AIN-TEMOUCHENT
DAIRA D'AIN-KIHAL
COMMUNE D'AIN-KIHAL
Numéro d'immatriculation fiscale 096346039050422

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N° 08

- En application de l'article 40 du décret présidentiel n° 15-247 du 16.09.2015, portant réglementation des marchés publics et des autorisations du service public
- En application de l'article 46 du loi 23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles relatives aux marchés publics

Le président de l'assemblée populaire communale d'Ain kihal lance avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales pour réaliser travaux le projet suivant:

Suivi Et Aménagement d'une placette publique en face mosquée ESSALEM

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres, peuvent retirer les cahiers des charges auprès de bureau des marchés publics de la commune d'Ain kihal contre le paiement de cinq mille dinars (5.000,00 DA).

Les offres doivent être accompagnées des pièces réglementaires prévues dans les cahiers des charges pour chaque offre et chaque pli Les offres doivent contenir les documents réglementaires en vigueur :

1-1- L'Offre de candidature:

- ❖ Une déclaration de candidature : Dans la déclaration de candidature, le candidat ou le soumissionnaire atteste qu'il :
 - N'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics
 - N'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention «néant».
 - Est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et envers l'organisme en charge des congés payés et du chômage intempéries des secteurs des travaux publics
 - Est inscrit au registre de commerce
 - A effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien ;
 - Détiennent un numéro d'identification fiscale, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie ;
- ❖ une déclaration de probité ;
- ❖ les statuts pour les sociétés ;
- ❖ les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- ❖ tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :
 - A/ Capacités professionnelles : Certificat de qualification et de la classification professionnel dans le domaine de **Travaux bâtiment (activité principal) catégorie quatre (04) et plus valide**
 - B/ Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.
 - C/ Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.

1-2 L'offre technique :

- ❖ La déclaration à souscrire dument renseignée datée et signée
 - ❖ Le délai et le planning de réalisation des travaux
 - ❖ Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Toutes les pièces de l'offre technique doivent être valides à la date d'ouverture des plis.*

1-2- L'Offres financières :

- ❖ La lettre de soumission renseignée et signée.
- ❖ Le bordereau des prix unitaires doit être en chiffres et en lettres.
- ❖ Le détail du devis quantitatif et estimatif.
- ❖ Le sous détail des prix.
- ❖ Toutes autres pièces ayant trait aux prix et au montant de l'offre.

La date de dépôt des offres est fixée dix jours (15) jours à 12h00 à compter de la date de la première parution du présent avis sur (BOMOP) ou les quotidiens nationaux, sous quatre enveloppes (l'enveloppe extérieure contiendra trois (03) enveloppes séparées, l'une comportant L'Offre de candidature -l'offre technique et l'offre financière) cachetés et anonymes portant la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

Suivi Et Aménagement d'une placette publique en face mosquée ESSALEM

L'ouverture des plis, s'effectuera le même jour de la date de dépôt des offres au niveau de la commune d'Ain-kihal à 14H00, à laquelle ils sont cordialement invités à y assister.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant cent cinq (105) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Ain-kihal le :.....
LE PRESIDENT DE L'A.P.C

ANEP N° 2631003171 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Relizane
Daira de oued Rhiou
Commune de Ouarizane

N° IF : 096248219046611

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 04/2026

Le président de l'APC de la commune de Ouarizane , lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

PROJET : Travaux des voies secondaire au douar Ahl Abed (1 ere tranche)

Le présent avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales qui sont qualifiées en travaux publics activité principale- catégorie 04 et plus

ELIGIBILITE DES CANDIDATS

1/ Capacités Professionnelles :

L'entreprise doit avoir le Certificat de Qualification et de Classification Professionnelles de catégorie **QUATRE (04) ou plus**, activité principale « Travaux Publics », en cours de validité à la date d'ouverture des plis.

2/ Capacités techniques :

- Ayant réalisé au moins un projet routier ou plus dont les quantités cumulées de : Travaux d'enrobé GB ou BB supérieures ou égales à 1 000 T doit être justifié par l'attestation de bonne Exécution délivrée par Le service contractant.

3/Capacités financière :

Les entreprises ayant au moins d'un chiffre d'affaire moyen des années 2022-2023-2024 supérieurs ou égale **10 000 000.00 DA TTC** visé par les services concernées.

Les entreprises peuvent télécharger le cahier des charges sur la page officielle de la commune de Ouarizane sur face book -الصفحة الرسمية لبلدية وازرآن- , a compter de la date de la première parution dans les journaux Quotidiennes nationaux .

Les offres doivent être déposées au secrétariat de Mr. le président de l'A.P.C de la commune de OUARIZANE dans une enveloppe anonyme et porte la mention avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimale et porte l'intitulé et la mention suivante :

A NE PAS OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURES DES PLIS ET D' EVALUATION DES OFFRES AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 04/2026:

Travaux des voies secondaire au douar Ahl Abed (1 ere tranche)

01. le dossier candidature cité dans le cahier des charges.
 02. L'offre technique citée dans le cahier des charges
 03. -L'offre financière citée dans le cahier des charges
- La durée de préparation des offres est fixée à douze (12) jours à compter de la date de la première parution dans les journaux Quotidiennes nationales**
Le jour de dépôt des offres correspondant aux derniers jours de la préparation des offres A 14H00

Cet avis est comme une invitation aux participants a l'avis d'appel d' offres ouvert avec exigence de capacités minimales d'assister a la séance d'ouverture des plis.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours

Ouarizane le :.....
Le président de l'APC

ANEP N° 2631003322 Le Quotidien d'Oran 25/02/2026

2

21.10 Neige

09.55 Bel & Bien ensemble
10.50 Chacun son tour
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.10 Affaire conclue : la vie des objets
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
20.55 Basique, l'essentiel de la musique
21.00 Mot de passe : le duel



Plongé dans les paysages enneigés et hostiles des Alpes, où le silence étouffe les secrets comme la neige étouffe les traces. Ici, le froid n'est pas qu'une question de météo : il s'insinue dans les âmes, gèle les consciences et révèle les fractures d'une société où l'apparence cache souvent l'innommable. Au centre de cette tempête, le capitaine Thomas Delhaye (Frédéric Diefenthal), un flic expérimenté mais fragilisé par une surdité progressive qui isole un peu plus chaque jour.

3

21.10 Des racines et des ailes

09.01 Les Dalton
09.30 Légendes des Tortues Ninja
10.25 Premier trio
10.50 La cuisine des mousquetaires
12.05 Outremer.
12.26 ICI 12/13
14.50 Escales en France
17.25 Duels en familles
18.00 Slam
18.50 Journal Météo climat
19.15 ICI 19/20
20.10 Stade 2 Ligue 1
20.25 Un si grand soleil



En Normandie, sur le sentier des douaniers
Aux enfants des soldats américains, Florent Plana raconte le débarquement de Normandie en 1944. Sarah et Alan Beleguic se battent pour sauver un château du XIIIe siècle et en devenir les propriétaires. Les cabanes du Cotentin, patrimoine populaire, sont menacées par la montée des eaux. Emmanuel Fauchet les protège. Claire Fernagut restaure deux villas d'exception sur la Côte Fleurie. Sébastien Provost enregistre les chants d'oiseaux du bord de mer pour...

4

21.00 Corsu Mezu Mezu, le concert

09.50 Bluey
10.53 Les as de la jungle à la rescousse
11.28 Shaun le mouton
11.55 Les Jeux de La Fontaine
12.37 Potobot
13.29 C'est toujours pas sorcier
14.35 T'es au top
14.51 Héros à moitié
16.07 Molusco
17.46 Les aventures de Pil
18.01 Okoo-koo
19.38 Les maternelles XXL



Sur l'Île de Beauté, Patrick Fiori célèbre le répertoire musical corse dans un mélange des voix et des générations. En solo, duo, trio ou collégiale, une quinzaine d'artistes et formations musicales interpréteront une vingtaine de chansons du patrimoine : « Chi fa », « Viaghji », « Ti vecu o la mio bandera », « Terra Corsa », « Corsica », « Catena », « Diu Vi Salvi Regina ». Entourés de musiciens, de nombreux chanteurs passeront sur scène....
22.30 KCanta, nos régions en chansons

5

arte

TMC

09.15 Les plus belles comptines d'Okoo
09.30 Les maternelles XXL
11.00 Serengeti
12.47 Imprévus
13.00 Les routes de l'impossible
13.35 Le Mag de la santé
14.40 Escapades aériennes
15.05 Imprévus le fabuleux voyage
16.55 C pas si loin
17.25 C dans l'air l'invité
18.55 C à vous
21.05 La grande librairie
22.40 C ce soir
23.50 C dans l'air

09.05 Invitation au voyage
09.55 Les parcs nationaux canadiens
13.00 Un froid polaire frappe l'Europe du Nord
15.05 Un écrin de nature dans le Pacifique
15.55 Quand baleines et tortues nous montrent le chemin
16.35 Des baleines, des tortues et des hommes
17.25 Invitation au voyage
18.50 Voyage en cuisine
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
21.00 Les promesses
22.30 Qui veut la peau de la lanceuse d'alerte ?
23.35 Les feuilles mortes

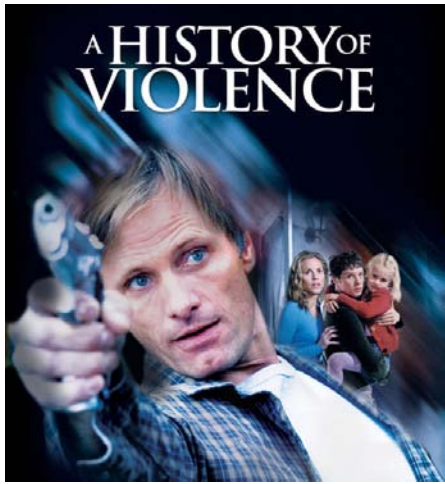
09.50 Madame est servie
19.15 Quotidien,...



21.25 Maman, j'ai encore raté l'avion



23.35 Maman, j'ai raté l'avion



CINE + FRISSON 20.50

A HISTORY OF VIOLENCE

Acteur: Viggo Mortensen (Tom Stall), Maria Bello (Edie Stall), Ed Harris (Carl Fogarty), William Hurt (Richie Cusack), Ashton Holmes (Jack Stall), Voir plus
Gérant d'un restaurant dans une bourgade tranquille, Tom Stall mène une vie sans histoires avec sa femme, Edie, et leurs deux enfants. Mais un jour, Tom abat deux hommes armés qui ont fait irruption dans son établissement et menacés ses clients. Devenu un héros local, il voit sa vie bouleversée. Surtout qu'arrive bientôt en ville un certain Fogarty, un inquiétant mafieux qui dit le connaître.



CANAL+ family 20.50

Bumblebee

Acteur: Hailee Steinfeld, John Cena, Jorge Lendeborg Jr., John Ortiz,...
1987, Californie. Dans une Amérique bercée par les synthétiseurs et les rêves d'évasion, une guerre secrète fait rage bien au-delà des étoiles. Alors que la planète Cybertron sombre dans le chaos, Bumblebee, un Autobot blessé et traqué, s'écroule sur Terre après une fuite désespérée. Affaibli, le robot guerrier se réfugie dans l'ombre d'un parc à ferraille abandonné, ses circuits endommagés et sa mémoire fragmentée. Sous les néons d'une petite ville côtière où les adolescents écoutent The Smiths en rêvant d'avenir, une rencontre inattendue va tout changer.



arte 20.55

LES PROMESSES

Acteur: Isabelle Huppert, Reda Kateb, Naidra Ayadi, Jean-Paul Bordes,...
Au cœur de la Seine-Saint-Denis, là où les murs des cités portent les stigmates des promesses oubliées et des luttes quotidiennes, Les Promesses plonge dans les tensions d'un quartier en crise : les Bernardins, une barre d'immeubles livrée à elle-même, rongée par l'abandon et la précarité. Ici, les « marchands de sommeil » prospèrent sur la misère, tandis que les habitants, exsangues, refusent désormais de payer des charges pour des logements insalubres, menés par Michel Kupka (Jean-Paul Bordes), figure charismatique et déterminée, porte-parole d'une colère légitime.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Elsbeth



Saison 3 - Ep 5 : Rimes et châtiement
Après l'annonce du décès soudain d'une mécène qui bouleverse le milieu artistique associatif new-yorkais, Elsbeth découvre des éléments qui l'amènent à s'interroger sur les motivations de l'ami de la victime, Gary, directeur d'une revue littéraire réputée. Elle retrouve également son amie Marissa Gold, qui suit les traces de son père, Eli, en tant que directrice de campagne d'un candidat à la mairie...

6

21.10 Arnaques !



09.45 Ça peut vous arriver
12.45 Le 12.45
13.40 Un jour, un doc
17.30 La roue de la fortune



18.35 La meilleure boulangerie de France
19.45 Le 19.45
20.40 Scènes de ménages

L'artisan destructeur de maisons : des victimes ruinées ! Un entrepreneur, monsieur B, encaisse des acomptes de chantiers puis disparaît sans laisser de traces. Les victimes font appel au magazine "Arnaques !" pour mettre en lumière ces pratiques où les gens ont perdu des dizaines de milliers d'euros. - L'épicier arnaqueur qui plume les producteurs : 8000 euros d'impayés ! En Nouvelle-Aquitaine, monsieur T, un faux épicier, arnaque les producteurs locaux en leur faisant miroiter des projets sans réelle...

CANAL+

21.00 Ligue des champions : Paris-SG / Monaco



22.56 Canal Champions Club le debrief
Retour sur les rencontres du jour de l'UEFA Champions League sur le plateau du Canal Champions Club. Outre les plus beaux buts et les plus belles actions, les envoyés spéciaux proposent des interviews des joueurs et des entraîneurs. Toutes les meilleures séquences des matches sont passées en revue, avec des statistiques et des analyses. Les chroniqueurs et invités débattent ensuite dans le traditionnel débrief...

PLANETE +

TFX

W9

09.32 Adolf Eichmann : les aveux du diable
10.35 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe
12.29 Arafat, l'insaisissable
14.19 Batailles de légende
15.57 Mystérieux objets
17.32 Planète Archéo
20.05 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Sitting Bull
22.29 Masque de fer : L'énigme du Roi Soleil

11.50 TFou d'info
11.55 Clap !
12.30 Top Info
12.35 Incroyables mariages gitans
16.15 Quatre mariages pour une lune de miel
20.00 Tricheurs
21.10 Incroyables mariages gitans



09.00 Kaamelott
11.10 NCIS



17.40 Les apprentis champions au ski
18.45 Tout beau, tout n9uf
21.25 Bruce Willis : les secrets d'une icône



22.30 Glass

Une attaque armée fait sept morts en Equateur



Des hommes armés vêtus d'uniformes de type militaire ont tué sept personnes lors d'une attaque dans une exploitation de la côte ouest de l'Equateur, a annoncé la police lundi. Les attaques menées par des individus vêtus comme des militaires sont fréquentes dans le pays d'Amérique du Sud, où des bandes de narcotrafiquants liées à des cartels se disputent le contrôle de zones stratégiques pour le transport et la distribution de la drogue. Les faits se sont produits dans la province de Manabi (ouest), sous état d'exception depuis le 2 janvier, tout comme huit autres provinces. Une attaque à l'aube «a fait sept morts par balle», dont un jeune homme de 16 ans, a indiqué la police dans un message sur Whatsapp. Dix hommes «vêtus d'uniformes de type militaire» sont entrés dans une hacienda de la localité de Jama et ont attaqué avec «des armes à longue portée» et des «pistolets». Avant de les assassiner, les assaillants ont conduit les victimes dans une cour, les ont interrogées, puis ont ouvert le feu, avant de s'enfuir par la mer.

L'ambassadeur américain à Paris ignore une convocation du Quai d'Orsay



Paris a décidé de révoquer l'accès direct au gouvernement français de l'ambassadeur américain Charles Kushner, qui a ignoré une convocation des Affaires étrangères après des commentaires sur la mort d'un étudiant d'ultradroite. Le diplomate avait été convoqué en raison de la republication par l'ambassade américaine d'une réaction de l'administration Trump au décès à 23 ans de Quentin Deranque, battu à mort par des membres de l'ultragauche à Lyon, dans le centre-est de la France.

L'ambassade avait relayé un message évoquant des informations qui «devraient tous nous préoccuper».

Charles Kushner «ne s'est pas présenté» malgré l'appel du ministre des Affaires étrangères français Jean-Noël Barrot, a déploré lundi soir le Quai d'Orsay.

Une source diplomatique a indiqué à l'AFP que Charles Kushner s'est fait représenter par un responsable de l'ambassade américaine, invoquant des engagements personnels.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Tensions Iran-Etats-Unis : activité américaine en hausse sur une base des Açores



Les Etats-Unis ont intensifié ces dernières semaines, sur fond de tensions avec l'Iran, l'utilisation de la base aérienne des Lajes, sur l'archipel portugais des Açores dans l'Atlantique, mais cette activité est conforme aux accords en vigueur, a indiqué lundi le chef de la diplomatie portugaise. La base des Lajes est si-

tuée sur l'île Terceira dans l'archipel des Açores.

En raison de sa localisation stratégique en plein océan Atlantique, cette base a commencé à être utilisée par les Alliés vers la fin de la Deuxième guerre mondiale et un accord encadrant son utilisation par les Etats-Unis a été signé en 1951.

Les tensions entre l'Iran et les Etats-Unis restent vives: le président américain Donald Trump a ordonné un déploiement naval et aérien massif au Moyen-Orient, et Téhéran répète être prêt à riposter à toute intervention militaire américaine. Les deux pays doivent reprendre jeudi leurs pourparlers diplomatiques.

Le Venezuela réclame la libération de Maduro

Le Venezuela a réclamé lundi aux Nations unies la libération «immédiate» du président déchu Nicolas Maduro tout en relâchant des prisonniers dans le cadre de l'amnistie promulguée par la présidente par intérim sous la pression de Washington.

Maduro et la Première dame Cilia Flores ont été enlevés lors d'une spectaculaire opération militaire américaine le 3 janvier. Tous deux attendent d'être jugés pour narcotrafic à New York, où M. Maduro s'est dit «prisonnier de guerre».

Sa vice-présidente Delcy Rodríguez a pris les rênes du pouvoir et opéré de nombreux changements sous pression de Washington, adoptant une loi d'amnistie pour libérer les prisonniers politiques ou réformant le secteur pétrolier pour l'ouvrir au privé. La loi d'amnistie promulguée jeudi doit permettre de libérer des centaines de prisonniers politiques. Le président de l'Assemblée nationale Jorge Rodríguez, frère de Delcy, a indiqué que 1.500 personnes avaient demandé à bénéficier de la mesure.



Etats-Unis: plus de 500.000 foyers privés d'électricité en raison des chutes de neige



Plus de 500.000 foyers ont été privés d'électricité en raison d'une forte tempête de neige qui s'est abattue sur le nord-est des Etats-Unis, a rapporté mardi la chaîne de télévision NBC News.

Les autorités de sept Etats, dont le New Jersey, New York, la Pennsylvanie et le Rhode Island, ont déclaré l'état d'urgence. A New York et Boston, des restrictions de circulation des véhicules ont été imposées pour permettre aux services publics de déneiger. Les intempéries ont également perturbé le trafic aérien: plus de 3.000 vols ont été annulés et plus de 7.000 retardés. Selon le Service météorologique national (NWS), plus de 90 cm de neige sont déjà tombés à certains endroits. La tempête de neige est parfois accompagnée de vents violents avec des rafales dépassant les 30 m/s. Aucune victime n'a été signalée dans l'immédiat.

EDITORIAL

Abdelkrim Zerzouri

DROIT AU BUT

tions médiatiques à propos du projet de gazoduc Nigéria-Maroc, qu'on présentait parmi les projets prioritaires du Maroc pour 2026, et prêt à entrer en phase de construction. On savait que la visite en Algérie du président du Niger, le général d'armée Abdourahmane Tiani, allait donner un coup d'accélérateur au gazoduc transsaharien (TSGP), et porter un sévère coup aux ambitions marocaines.

Dans cette optique, on n'a trouvé pour le moment que cette gesticulation médiatique pour dire ou pour montrer qu'ils sont toujours dans la course. Course de gazoduc, duel de gazoducs, et autres qualificatifs accompagnent généralement les interventions des analystes quand ils parlent de ces deux projets, ce qui semble plaire aux Marocains, eux qui veulent s'accrocher vainement à leur vision. Pourtant, l'Algérie va droit au but, montrant clairement qu'il n'y a pas du tout lieu de parler ni de duel ni de course. C'est ce que confirme un chercheur américain et un expert en gestion des risques pour l'Afrique du Nord, Geoff D. Porter, qui a soutenu que

«le projet TSGP est techniquement viable, il répond aux exigences modernes de sécurité et d'efficacité». Selon l'avis de cet expert, l'envergure du gazoduc, 4.130 kilomètres, ne présente pas une difficulté majeure, surtout en comparaison avec d'autres travaux de ce type à l'échelle mondiale. Non sans souligner que la Sonatrach a le savoir-faire nécessaire pour assurer la sécurité du gazoduc, ainsi que les ressources humaines et financières pour réaliser ce projet. Ajoutant à cela le fait que les infrastructures au Nigéria et en Algérie sont fonctionnelles à 100% dans le cadre de la réalisation du projet TSGP, et ne reste à réaliser que le tronçon qui traverse le Niger, dont les travaux seront lancés après le Ramadan. Voilà ce qui rajoute à la frustration des Marocains. Le Niger est le maillon qu'on cherchait à casser à tout prix, qu'on a cru un moment qu'il est coupé, mais qui s'avère d'une solidité à toute épreuve. Parce que l'Algérie n'a pas d'arrière-pensée dans ses relations diplomatiques avec les pays du voisinage, et le partenariat avec le voisin du Sud, les voisins du Sud, ne se limite pas uniquement à ce projet mais à d'autres horizons économiques bénéfiques pour chaque partie.